LE FORUM DE LA PROTEC-TION SOCIALE ET PATRIMO-NIALE

—

L'émission de AG2R LA MONDIALE
avec I TELE

Saisons 1, 2, 3, 4, 5 et 6
Synopsis

SOCIAL CLUB
la rencontre des expertises

i TELE

Le partenariat qui lie AG2R LA MONDIALE l'assureur spécialiste de l'assurance de la personne en protection sociale et patrimoniale et la chaîne d'information i>télé est né de cette demande croissante des Français de disposer d'informations sur les grands thèmes de la retraite, de l'épargne, de la santé, de la prévoyance, de la dépendance, du patrimoine, des services à la personne et de toutes problématiques qui protègent la personne contre les aléas de la vie.
Nous disposons dans le domaine du social et du patrimonial d'une véritable expertise et d'une expérience à forte valeur ajoutée. Afin de communiquer cette richesse et d'apporter de l'information et des solutions sur les sujets d'actualités sociales et patrimoniales, AG2R LA MONDIALE donne la parole aux professionnels du chiffre, du droit, du conseil social, aux entrepreneurs et aux législateurs sur des thématiques qui sont les siennes. Ce programme court hebdomadaire de 2'15 multi est exclusif et est diffusé sur la chaîne i>télé, 3 fois par jour, tous les jours, avec des bandes annonces qui viennent régulièrement faire la promotion du programme. Chaque émission est diffusée une semaine du lundi au dimanche. Chaque épisode rassemble 2 intervenants externes. Aujourd'hui experts-comptables, avocats, notaires, personnalités politiques, chefs d'entreprises, jeunes entrepreneurs sont déjà venus témoigner de leur expérience sur des questions de protection sociale et patrimoniale, sur des questions législatives et sur toutes les problématiques d'accompagnement de l'entreprise de sa création à sa cession.

LE PÔLE CONSEILS
Une équipe d'experts dédiée aux professions de conseil

SOMMAIRE

Optimiser sa protection sociale	**8**
La retraite des TNS et salariés	8
Les agriculteurs et la retraite	8
Le rachat de trimestres	8
L'expert-comptable et protection sociale	9
Dispositifs fiscaux pour la retraite	9
Le cumul emploi retraite	9
Femmes et retraite	9
La gestion de fin de carrière	10
L'audit de protection sociale	10
Les nouvelles limites d'exonération fiscales et sociales	10
Doper son épargne retraite	10
L'entreprise pilier de la retraite	11
Les engagements sociaux des entreprises	11
Retraités, que devient votre mutuelle santé ?	11
Les nouvelles limites fiscales des contrats Madelin	12
La clause de désignation d'un organisme de Prévoyance	12
Les réseaux d'experts-comptables indépendants et la protection sociale	12
La reprise d'entreprise et la protection sociale	13
L'audit de conformité des régimes de prévoyance	13
Les 15 ans de la loi Madelin	13
La portabilité des droits en matière de prévoyance	14
Les retraites aujourd'hui	14
Les bonnes raisons de promouvoir la protection sociale	15
Retraite et épargne ou épargne - retraite ?	15
Les femmes et la protection sociale	15
La protection sociale des salariés des branches professionnelles	16
Les jeunes actifs et la retraite	16
Les 20 ans de la loi Évin	16
La protection du dirigeant salarié	17
Les défis de la retraite	17
La refondation du droit social	17
Net d'impôts, net de charges : Les avantages sociaux	18
L'extension des accords de prévoyance	18

Les obligations de communication des entreprises en matière de protection sociale 19
L'équilibre des retraites 19
Les accords de branche en prévoyance et santé : une protection sociale solidaire, durable et responsable 19
La retraite par répartition, 1er pilier de la retraite 20
La retraite supplémentaire par capitalisation, 3e pilier de la retraite 21
Réformes des retraites et après ? 21
La protection sociale dans le cadre des accords de branches - l'arrêt du 3 mars de la CJUE 21
La retraite complémentaire, 2e pilier de la retraite 22
Le droit d'information sur la retraite 22
L'information retraite, un outil d'optimisation 22
La prévoyance du chef d'entreprise 23
La complémentaire santé dans les accords de branche 23
Réussir sa création d'entreprise 23
Développement de l'entreprise et protection sociale 23

Organiser sa rémunération 24
Le statut du conjoint collaborateur 24
La rémunération du dirigeant 24
Le choix du statut du dirigeant 24
Le changement de statut 25
Les rémunérations et avantages périphériques 25
La rémunération du Dirigeant : salaire ou dividendes ? 25
La holding, outil d'épargne et d'investissement 26
Déterminer le montant et la forme de sa rémunération 26
Les composantes de la rémunération 26
L'épargne salariale : un outil de motivation pour les entreprises 26
Comment choisir son régime social : TNS ou salarié ? 27

Gérer et transmettre son patrimoine 28
La transmission d'entreprise 28
Assurance-vie et transmission 28
Expert comptable et conseil patrimonial 28
La clause bénéficiaire 29
L'impôt de solidarité sur la fortune 29
La fiscalité des dividendes 29
La gestion patrimoniale de la transmission d'entreprise 30
La société d'exercice libéral 30
L'optimisation patrimoniale du dirigeant 30
Experts-comptables et gestion de patrimoine 30
La création d'entreprise : jeunes entreprises innovantes 31
Le statut de l'auto-entrepreneur 31
L'optimisation fiscale 32
Les 5 « C » d'une transmission d'entreprise réussie 32
La donation avant cession 33
Les outils de gestion et les Experts-comptables 33
Le médiateur du crédit au service des entreprises en difficultés 33
Combien vaut mon entreprise ? 34
Construire un business plan performant : les points essentiels 34
La création au féminin, mode d'emploi 34
L'affacturage… un choix de gestion durable ? 35
Le créateur et son Expert-comptable 35
Le patrimoine de l'entrepreneur 35
La protection du patrimoine personnel des dirigeants 36
Le statut du dirigeant, une étape de la reprise d'entreprise 36
Le patrimoine personnel et professionnel de l'entrepreneur 37
Le rôle de conseils de l'avocat d'affaires dans les fonds d'investissements 37
La transmission d'entreprise 37
Devenir entrepreneur 38
Le financement en ligne 38
« Le petit crédit », une aide au développement des TPE 39
Les 10 commandements de la transmission d'entreprise 39
La protection du chef d'entreprise dans le cadre d'une transmission 39
Le financement des TPE au coeur des problématiques des Experts-comptables 40
Les 3 piliers du patrimoine 40
L'approche dynamique de la valorisation d'entreprise 40
Une collaboration public/privé au service de la transmission d'entreprise 41
Dirigeant d'entreprise et cumul emploi retraite. 41
L'anticipation de la transmission, un outil de diminution des risques 41
Préparer sa transmission d'entreprise 41
La transmission d'entreprise pour sa pérennité 41
L'audit patrimonial et social 42
Interprofessionnalité, la vision du chef d'entreprise 42

Les entreprises et les réseaux 43
Les Franchises et les Partenariats 43
Les entreprises en difficulté : anticiper le risque d'entreprise 43
Pourquoi un cabinet d'expert comptable ne doit plus rester seul aujourd'hui ? 43
Pourquoi entreprendre en réseau ? Les concessionnaires indépendants 44
L'impact du déplacement de l'âge de la retraite sur le passif social 44
Pourquoi travailler en réseau ? 44

Les normes comptables internationales et les PME 45
La dématérialisation 45
Comment rendre plus performante votre unité de production 45
La politique managériale au service de l'efficacité économique et du bien être des collaborateurs 46
Économie durable, économie d'avenir 46
Le rôle pivot des managers dans l'entreprise et l'administration 47
La représentation des employeurs et des salariés dans les organismes économiques et sociaux 47
La Responsabilité Sociétale des Entreprises dans la gestion des déchets électriques et électroniques 48
La Responsabilité Sociétale des Entreprises : une opportunité à saisir pour les PME 48
L'emploi durable et responsable 49
L'entreprise familiale 49
Travailler en réseau 50
La fiscalité en France 50
L'emploi durable et l'économie sociale 50
Le management de proximité 51
Entreprendre en France 51
L'économie sociale et solidaire 51
Quels ressorts pour relancer la compétitivité en France ? 52
Manager en période de crise 52
Comment intégrer la génération Y dans la société ? 52
Les rapports intergénérationnels en entreprise 52
Le chef d'entreprise et son réseau 53

Les missions des conseils en entreprise 54
La mission des avocats auprès des petites entreprises 54
L'interprofessionnalité 54
L'attractivité des métiers de l'expertise comptable 55
L'exercice de la profession comptable libérale au féminin 55
L'interprofessionnalité, une réponse globale aux besoins des entreprises 56
Le devoir de conseil de l'Expert-comptable 56
L'internationalisation de la profession comptable 57
L'interprofessionnalité des professions réglementées 57
La Loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques 57
L'interprofessionnalité des professions de conseil dans le cadre de la Transmission d'entreprise 58
L'inter-professionnalité dans le cadre du contrôle fiscal de l'entreprise 58
L'accompagnement de l'entrepreneur 58
L'opportunité de conseil 58
L'inter-professionnalité pour un service complet 59
L'optimisation de la transmission, une dimension fiscale, juridique et sociale 59
Les jeunes entreprises innovantes, crédit d'impôt recherche et traitement spécifique du secteur de l'innovation 59
Inter-professionnalité et pluridisciplinarité dans l'expertise financière 59
La responsabilité sociétale des Organisations (RSO) 60

L'action sociale 61
Les services à la personne 61
La dépendance 61
La prévention santé au travail 62
La gestion des âges dans l'entreprise : le parcours seniors 62
Les services à la personne, un marché pour les Experts-comptables ? 62
Les services à la personne : plan de relance II 63
La dépendance 63
Quelle place pour les seniors dans l'entreprise ? 64
La lutte contre la grande exclusion 64
Le sens de l'âge 64
Priorité à la personne 65
L'Action sociale des régimes de retraite complémentaire AGIRC- ARRCO 65
Le paritarisme 65

OPTIMISER SA PROTECTION SOCIALE

LA RETRAITE DES TNS ET SALARIÉS
Avec Philippe HANCHARD, Réseau AUDECIA et Madame GUIFFARD, Boulangère « La maie des anges ».
Depuis plusieurs années, un message parvient à chacun d'entre nous provenant à la fois des pouvoirs publics et des institutions : « préparez votre retraite ! ». Mais selon que nous soyons salarié ou profession libérale non salariée, existe-t-il des solutions spécifiques pour préparer sa retraite ?
[SAISON 1]

LES AGRICULTEURS ET LA RETRAITE
Avec Franck BRILLAND, Directeur des Centres de Gestion et de Comptabilité (AS CLCP) et Gilles FOUQUE, Exploitant agricole et Gérant de l'EARL « des Grouettes ».
Les systèmes de retraite des agriculteurs sont différents… Quelles conséquences et que faire ?
[SAISON 1]

LE RACHAT DE TRIMESTRES
Avec Monsieur Jean-Yves MERCIER - Président de l'ACE, association des avocats conseils d'entreprises et Monsieur Christian ALIBAY,Expert-comptable commissaire aux comptes, membre du réseau BAKER TILLY France.
La question fondamentale sur la retraite est double : quand puis-je la prendre ? et surtout, quel sera son montant ? Certains espéraient plus… et plus tôt. Pour disposer d'une meilleure retraite, est-il possible de racheter des trimestres afin de compléter sa carrière ? Quelles sont les précautions à prendre ?
[SAISON 1]

L'EXPERT-COMPTABLE ET PROTECTION SOCIALE
Avec Claude GILLET, Groupe EXCEL - groupement national d'experts comptables et François LEQUESNE, fleuriste créateur végétal à PARIS.
La protection sociale ne s'arrête pas aux bulletins de salaire, c'est aussi le conseil sur le choix de son statut de dirigeant, celui de l'épouse qui participe à l'activité, l'optimisation de sa rémunération, sa retraite, le souci de ses collaborateurs…
[SAISON 1]

DISPOSITIFS FISCAUX POUR LA RETRAITE
Avec Isabelle DUFILS-AUGIER, présidente du Groupe Synerga – Groupements d'Experts Comptables et Thierry MAGAUD, Kinésithérapeute à Neuilly-sur-Seine.
Mon assureur et mon banquier me parlent de dispositifs spécifiques qui paraissent fiscalement intéressants, et notamment d'article 83, d'article 39, de Madelin, pour se constituer une rente ou un capital à la retraite. De quoi s'agit-il exactement ?
[SAISON 1]

LE CUMUL EMPLOI RETRAITE
Avec Jean-Michel GIOT, Responsable du département développement du groupe B2V et Gérard VARONA, Président de la compagnie des conseils et experts financiers (CCEF) et Jean-Marc BAUDOIN, Associé Tocqueville Asset management.
Un nombre croissant de Français sont prêts à prendre leur retraite, mais ils souhaitent en même temps pouvoir continuer à travailler afin de bénéficier de revenus complémentaires. Est-ce que cela est possible aujourd'hui avec des dispositifs de cumul emploi-retraite ?
[SAISON 1]

FEMMES ET RETRAITE
Avec Yves RIVOUAL, Président du comité de liaison des Centres de Gestion (C.L.C.G.) et Monique DELAITRE, Assistante de Direction.
Le niveau des pensions de retraite des femmes est mécaniquement inférieur à celui des hommes, du fait de carrières plus courtes et de salaires moins élevés en moyenne. Or les femmes vivent

maintenant beaucoup plus longtemps que les hommes, ce qui rend crucial le problème de leur niveau de vie à la retraite.
[SAISON 1]

LA GESTION DE FIN DE CARRIÈRE
Avec Stéphane LE HIDOUX - Expert-comptable Cabinet IGREC et Gérard BLANC, Retraité ex cadre supérieur Airbus.
Bien préparer sa retraite, c'est anticiper et s'entourer de spécialistes qui connaissent les nouvelles dispositions et lois relatives à la retraite. Que peuvent apporter les experts-comptables et les spécialistes de la protection sociale dans l'accompagnement à la retraite ?
[SAISON 2]

L'AUDIT DE PROTECTION SOCIALE
Avec Gérard ATLAN Président du Conseil du Commerce de France (CDCF) et Pierre GOGIN, Délégué Général de la Fédération professionnelle des entreprises du sport et des loisirs.
Un audit de protection sociale, pour quoi faire ? La retraite des régimes obligatoire n'est qu'un des aspects de la retraite... À partir de cette connaissance, comment l'entreprise peut-elle anticiper au mieux les dispositions à prendre pour répondre aux besoins et aux attentes de ses salariés ?
[SAISON 2]

LES NOUVELLES LIMITES D'EXONÉRATION FISCALES ET SOCIALES
Avec Philippe ARRAOU Président d'Experts-comptables de France (ECF) et Thierry DAVID GASEL SA.
Les limites fiscales et sociales vont changer... Quels changements cela va-t-il impliquer ? Quelles adaptations sont à prévoir ? [SAISON 2]

DOPER SON ÉPARGNE RETRAITE
Avec Gérard VARONA, Président de la Compagnie des Conseils et Experts Financiers (CCEF) et Monsieur Gilles PIETRIGA, Vice Président de la Compagnie des Conseils et Experts Financiers (CCEF).
Choisir et placer son argent est un exercice délicat qui demande de la réflexion. Bon nombre de Français favorisent les placements stables et sécuritaires. Est-ce un bon choix ? Qu'en disent les chiffres et les spécialistes ? Quels paramètres sont à prendre en compte ?
[SAISON 2]

L'ENTREPRISE PILIER DE LA RETRAITE
Avec Gilles BENEPLANC, Président de MERCER et Catherine LUCAS- BOUILLON, Direction des ressources humaines Décathlon.
La retraite est l'un des sujets de préoccupations majeur des Français. L'entreprise demeure le lieu privilégié par les salariés pour préparer leur retraite, comme l'indiquent de nombreux sondages d'opinion. Comment réussir la mise en place d'un contrat collectif en entreprise ?
[SAISON 2]

LES ENGAGEMENTS SOCIAUX DES ENTREPRISES
Avec Maître Bruno SERIZAY, Dirigeant du cabinet d'Avocats CAPSTAN et Vincent CAIRE - Alcatel-Lucent - Compensation & Benefit Finance Director.
Tout engagement de l'entreprise dans le domaine social, au profit de ses salariés, comporte une charge comptable. Souvent cet engagement est différé dans le futur. Dans tous ces cas, il importe d'en mesurer exactement le poids, et d'anticiper les charges futures.
[SAISON 2]

RETRAITÉS, QUE DEVIENT VOTRE MUTUELLE SANTÉ ?
Avec Maître David JONIN, Avocat Associé - Gide Loyrette Nouel A.A.R.P.I. (Association d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle) et Jean-Claude QUENNEMET ex salarié-Retraité de Veolia (Générale des Eaux).
Plusieurs choses sont à vérifier au moment du départ à la retraite : l'assureur santé de votre employeur est-il tenu de maintenir sa garantie ? Si oui, à quel tarif ? Si non, il faut choisir un nouvel assureur et le choc tarifaire peut être violent...
[SAISON 2]

LES NOUVELLES LIMITES FISCALES DES CONTRATS MADELIN

Avec Erwan COCAUT, manager – KPMG et Isabelle ELELOUE, gérante Touche Finale Communication.

La loi du 28 août 2003 a changé les limites fiscales de ce type de contrat. Que faire en cas de dépassement ou au contraire en cas de non dépassement ? Attention ! La loi de Finances pour 2009 a prolongé de 2 ans (jusqu'aux exercices clos ou périodes d'imposition arrêtées au plus tard au 31 décembre 2010) la période transitoire durant laquelle les anciens plafonds de déductibilité fiscale des contrats Madelin et Madelin agricole peuvent continuer à être utilisés dès lors qu'ils s'avèrent plus favorables que les nouvelles limites. Cette mesure s'applique aux contrats souscrits avant le 25 septembre 2003 (la date de conclusion s'entend par la date de signature du contrat) et n'ayant pas subi de modification depuis cette date.

[SAISON 2]

LA CLAUSE DE DÉSIGNATION D'UN ORGANISME DE PRÉVOYANCE

Avec Maître Jacques BARTHELEMY – Avocat Conseil en droit social BARTHELEMY ET ASSOCIES et Jean-Pierre CROUZET, Président de la Confédération Nationale de la Boulangerie et de la Confiserie Française.

La désignation, par une convention collective, d'un assureur unique pour gérer les garanties collectives de prévoyance pour toutes les entreprises est une question très délicate car elle touche au droit de la concurrence. Quelles conditions permettent alors à une telle clause d'être licite en droit français et en droit européen ? Quel est l'intérêt pour une profession de mettre en place un tel régime ? [
SAISON 3]

LES RÉSEAUX D'EXPERTS-COMPTABLES INDÉPENDANTS ET LA PROTECTION SOCIALE

Avec André-Paul BAHUON, Président de Créatis - Président du réseau DIFFERENCE et Charles-René TANDE, Expert-comptable COGEST.

Créer un réseau de cabinets d'expertise-comptable indépendant c'est apporter une réponse de proximité vis-à-vis des chefs d'entreprises.
Il s'agit de mettre à disposition des forces « sachantes » dans tous les domaines et tout particulièrement dans celui du social. Mais qu'entend-on par « social » ?

[SAISON 3]

LA REPRISE D'ENTREPRISE ET LA PROTECTION SOCIALE

Avec Pascal FERRON, Président - BAKER TILLY France et Philippe SAVAJOLS, Président ISOS-PACE

Outre l'envie et le côté entrepreneurial pour reprendre des entreprises, il arrive pratiquement systématiquement qu'au moment de la reprise se pose la question du statut social du repreneur et du futur entrepreneur et surtout de la couverture en matière de retraite, de protection santé et de protection prévoyance.

[SAISON 3]

L'AUDIT DE CONFORMITÉ DES RÉGIMES DE PRÉVOYANCE

Avec Maître Bruno SERIZAY, Dirigeant du cabinet d'Avocats CAPSTAN et Rémy SAVANNE, Directeur Adjoint Relations Sociales CANON France S.A.S.

Pourquoi auditer un régime de protection sociale ?
La Direction de la Sécurité Sociale est venue préciser par une circulaire du 30 janvier 2009 les conditions du bénéfice des exonérations sociales définies par la loi dont bénéficient les régimes de protection sociale.
Cette circulaire crée un catalogue de contraintes et il apparaît raisonnable que l'entreprise vérifie la conformité de sa situation au regard de la réglementation.

[SAISON 3]

LES 15 ANS DE LA LOI MADELIN

Avec Gilles COSSIC, Directeur des assurances de personnes de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA) et Philippe ARRAOU, Président de ECF (Experts Comptables de France), Président de A.C.E.E.

Avant le 11 février 1994, les indépendants avaient une situation moins favorable en matière de retraite et de prévoyance et de perte d'emploi. La loi Madelin a partiellement modifié leur situation en alignant leur position sur celle des salariés en matière fiscale. Avantages ? Inconvénients ? Un bilan de ces 15 années…
[SAISON 3]

LA PORTABILITÉ DES DROITS EN MATIÈRE DE PRÉVOYANCE
Avec Maître Jacques BARTHELEMY – Avocat Conseil en droit social BARTHELEMY ET ASSOCIES et GabyBONNAND, Secrétaire National de la CFDT, en charge des questions économiques, de la protection sociale et de la responsabilité sociale des entreprises.
Le dispositif de portabilité des droits, introduit par l'ANI du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail, dans son article 14 prévoit dès le 1er juillet 2009 le maintien temporaire des garanties santé et prévoyance appliquées dans l'entreprise au bénéfice des anciens salariés, en cas de rupture du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage. La portabilité des droits sociaux peut-elle être un instrument de sécurisation des parcours professionnels ? Peut-elle minimiser voire effacer certains des inconvénients liés au changement d'employeur, de lieu de travail, de statut juridique… ? Et enfin, peut-elle être le catalyseur de demande de flexibilité, la mobilité, le changement d'emploi ?
[SAISON 3]

LES RETRAITES AUJOURD'HUI
Avec Michel GIRE,Expert-comptable - GMBA Séléco - Membre de BAKER TILLY France et Yveline POUILLOT.Expert-comptable - GMBA Séléco.
La retraite c'est l'aboutissement de toute une vie professionnelle et la crise financière repose la question de l'équilibre de ces régimes.
Comment va-t-on l'aborder ? Comment va-t-on la financer ? Enfin, faut-il revoir ce système de « rémunération » qui permet de faire vivre les gens jusqu'à la fin de la vie ?
[SAISON 3]

LES BONNES RAISONS DE PROMOUVOIR LA PROTECTION SOCIALE
Avec Monsieur BASTHISTE, Président de l'Ordre des Experts-comptables du Pays de Loire et Monsieur Dominique HUBERT,Expert-comptable Associé FITECO.
La protection sociale répond au souci de sécurité que tout individu a et l'expert-comptable doit attirer l'attention de son client, du chef d'entreprise sur l'évolution des besoins et la situation qui sera la sienne demain, non pas celle qui est la sienne aujourd'hui.
[SAISON 3]

RETRAITE ET ÉPARGNE OU ÉPARGNE-RETRAITE ?
Avec Maître Jacques BARTHELEMY, Avocat Conseil en droit social BARTHELEMY ET ASSOCIES et Jean-Gabriel PICHON, Directeur Juridique Social Groupe - BOUYGUES S.A.
Le taux de remplacement des derniers revenus d'activité par l'ensemble des pensions de retraite ne cesse de diminuer… Quelles sont les nécessités à mettre en place pour palier à cette chute de pouvoir d'achat.
[SAISON 3]

LES FEMMES ET LA PROTECTION SOCIALE
Avec Frédéric TURBAT, Expert-comptable CHIFFRE ET SYNTHESE et Elsa MENANTEAU, Fondatrice de « Toutpourlesfemmes.com ».
La configuration sociologique de notre société est en pleine évolution. Le système actuel est différent de ce qui se passait auparavant car les femmes n'ont plus une vie toute tracée. Aujourd'hui, avec une vie professionnelle moins rectiligne que celle des hommes, se pose une question importante : que se passe-t-il lorsqu'arrive l'âge de leur retraite ?
[SAISON 3]

LA PROTECTION SOCIALE DES SALARIÉS DES BRANCHES PROFESSIONNELLES
Avec Jean-Pierre CROUZET, Président de la Confédération Nationale de la Boulangerie et de la Confiserie Française et Maître Jacques BARTHELEMY, Avocat Conseil en droit social BARTHELEMY ET ASSOCIES.
La protection sociale complémentaire, à condition qu'on cible bien le niveau des garanties et les objectifs que l'on poursuit est facteur non seulement de protection pour les travailleurs mais aussi d'effectivité pour l'entreprise, et à cela ça se traduit par une amélioration de la situation de l'emploi.
Derrière la mise en place d'avantages sociaux il y a donc une vraie valeur ajoutée qui n'est pas une charge mais un réel investissement.
[SAISON 3]

LES JEUNES ACTIFS ET LA RETRAITE
Avec Guillaume BARREAU, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes Associé SADEC et Guillaume PERRILLAT-AMEDE - Ingénieur réseaux et communication multimédia.
S'ils ont une connaissance relative de la situation actuelle en matière de retraite, les jeunes actifs savent le sujet anxiogène dans l'opinion publique et les médias. Et même si la retraite est un horizon lointain pour eux, ils disent vouloir s'en préoccuper dès maintenant et sans tabou : c'est ainsi qu'ils plébiscitent les régimes de retraite supplémentaire.
[SAISON 3]

LES 20 ANS DE LA LOI ÉVIN
Avec Maître David JONIN, Avocat Associé - Gide Loyrette Nouel et Gilles GUERREAU, Responsable Service juridique et social -JOHNSON CONTROL.
L'article 4 de la loi Évin - la représentation nationale - et l'article 14 de l'Accord National Interprofessionnel - les partenaires sociaux - sont les exemples mêmes de lois sociales pertinentes. Deux réglementations qui semblent identiques mais qui sont pas forcément et qui donnent deux possibilités fortes utiles car on n'ajoute pas au désarroi d'un salarié qui a perdu son emploi le fait de se trouver sans couverture sociale.
[SAISON 3]

LA PROTECTION DU DIRIGEANT SALARIÉ
Avec Sarah POTTIER, Présidente Nationale ANECS et Bernard PANNEFIEU, Auditeur Social, STRÉGO.
Être « dirigeant salarié » couvre deux réalités différentes : Celle du « cadre dirigeant » avec un contrat de travail, qui est salarié de plein droit, rattaché au code du travail et celle du « chef d'entreprise salarié » non salarié au sens du code du travail mais seulement assimilé salarié au sens de la législation sociale.
Quelles sont alors les conséquences de ce choix de statut pour bénéficier des contrats de protection sociale complémentaire dans l'entreprise en santé, prévoyance ou retraite supplémentaire ?
[SAISON 4]

LES DÉFIS DE LA RETRAITE
Avec François CHARPENTIER, Rédacteur en chef de L'AEF et Jean- Marie SPAETH, Président du GIP Santé et Protection Sociale Expertise Internationale.
De moins en moins de cotisants, de plus en plus de retraités qui vivent de plus en plus longtemps. Ces déséquilibres, aggravés par la crise économique et financière, menacent tous les régimes de retraite dans le monde. Quel que soit leur mode de fonctionnement, ils constituent des défis majeurs pour tous les gouvernements.
[SAISON 4]

LA REFONDATION DU DROIT SOCIAL
Avec Maître Jacques BARTHELEMY, Avocat Conseil en droit social BARTHELEMY ET ASSOCIES et Gilbert CETTE, Professeur à l'Université de la Méditerranée d'Aix-Marseille II, Faculté Sciences économiques.
La France se caractérise par un droit social d'essence principalement réglementaire et très peu conventionnel ce qui n'est pas efficace sur le plan économique et sur le sentiment de protection que les salariés peuvent avoir.

Les mutations profondes de la vie économique dont celles induites par les progrès des technologies de l'information et de la communication appellent donc à des transformations importantes du droit social et dans cet esprit, le tissu conventionnel doit avoir une place prépondérante. L'objectif ? Proposer une stratégie de refondation du droit social qui ne menace en rien et même qui développe son contenu protecteur pour les salariés…
[SAISON 4]

NET D'IMPÔTS, NET DE CHARGES : LES AVANTAGES SOCIAUX
Avec André DEMODE, Président ECF Nord Pas de Calais et Charlotte QUERRET, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes Alliance Experts.
La protection sociale, à condition que les objectifs poursuivis soient bien ciblés, est facteur non seulement de protection et d'amélioration pour les salariés mais aussi d'efficacité pour l'entreprise. Derrière la mise en place d'avantages sociaux, il y a une vraie valeur ajoutée qui n'est pas une charge mais un réel investissement. Tous ces dispositifs permettent à la fois de motiver le personnel de l'entreprise et d'augmenter sa rémunération. Cela se traduit forcément par une amélioration de la situation de l'emploi.
[SAISON 4]

L'EXTENSION DES ACCORDS DE PRÉVOYANCE
Avec Maître Jacques BARTHELEMY, Avocat Conseil en droit social BARTHELEMY ET ASSOCIES et Gilbert CETTE, Professeur à l'Université de la Méditerranée d'Aix-Marseille II, Faculté Sciences économiques.
En France, l'État ne détient pas le monopole de la production des normes sociales et le préambule de la Constitution de 1946 affirme que tout salarié « participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ». Une place accrue est donc faite depuis quelques années à la mise en place d'un dialogue entre employeurs et salariés visant au maintien du bon fonctionnement de l'entreprise et à la réglementation des droits sociaux.

L'extension d'un accord de branche en matière de prévoyance consiste à rendre applicable, par arrêté ministériel ou interministériel, une convention ou un accord collectif de branche à tous les salariés et employeurs compris dans son champ d'application.
[SAISON 4]

LES OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE
Avec Maître Bruno SERIZAY, Avocat associé, Dirigeant du cabinet d'Avocats CAPSTAN et Cathy PIANON, Directrice Générale, Société BUTTERFLY.
On note une appétence de plus en plus grande des salariés - quel que soit leur niveau hiérarchique dans l'entreprise - pour mieux comprendre l'ensemble des dispositifs de protection sociale mis en place par leur société en matière de retraite, de santé, de prévoyance et d'épargne et une prise de conscience de plus en plus grande des entreprises pour mettre en place de la communication qui permette de les valoriser. Quelles sont alors les obligations réglementaires des entreprises en la matière ?
[SAISON 4]

L'ÉQUILIBRE DES RETRAITES
Avec Raphaël HADAS-LEBEL, Président du Conseil d'Orientation des retraites (COR) et François Charpentier, journaliste et rédacteur en chef d'AEF.
La retraite à la particularité d'être un sujet, qu'on ne peut pas regarder simplement sur le court terme parce que les gens qui travaillent aujourd'hui, qui entrent sur le marché du travail aujourd'hui en 2010, vont avoir leur retraite au-delà de 2050.
[SAISON 4]

LES ACCORDS DE BRANCHE EN PRÉVOYANCE ET SANTÉ : UNE PROTECTION SOCIALE SOLIDAIRE, DURABLE ET RESPONSABLE
Avec Maître Jacques BARTHELEMY, Avocat Conseil en droit social BARTHELEMY ET ASSOCIES et Benjamin LAURENT, Direction de la Sé-

curité Sociale. Chef de bureau pour les régimes professionnels de retraite et des institutions de la protection sociale complémentaire.
Mettre en place un régime en prévoyance-santé au sein d'une branche professionnelle permet la mutualisation des risques en donnant l'accès aux salariés à des garanties collectives, sans considération d'âge ou d'état de santé. Ils bénéficient d'un accompagnement complet dans la gestion administrative de leur couverture, de prestations performantes à un tarif négocié, des améliorations régulières des prestations du régime et d'une participation financière de l'employeur. Cet accord permet aussi de suivre un objectif de solidarité et un principe d'égalité de traitement entre l'ensemble des entreprises et des salariés de la profession. Enfin, la construction de la protection sociale complémentaire au niveau de la branche facilite son pilotage par les partenaires sociaux au niveau national et lui confère plus de stabilité et de performance.
[SAISON 4]

LA RETRAITE PAR RÉPARTITION, 1er PILIER DE LA RETRAITE

Avec Danièle KARNIEWICZ, Présidente de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) et François CHARPENTIER, journaliste et rédacteur en chef de l'AEF.
Au lendemain de la guerre, la France a fait le choix d'un système de retraite par répartition. Unique au monde, ce système s'appuie sur l'idée d'une solidarité intergénérationnelle : les jeunes actifs cotisent pour payer les retraites des plus âgés et dans le même temps, les salariés acquièrent des droits pour leur future retraite, qui sera par la suite financée par la génération d'actifs suivante. Aujourd'hui, avec l'allongement de l'espérance de vie, le nombre de retraités augmente plus rapidement que le nombre d'actifs. Or, l'équilibre du système des retraites par répartition dépend du rapport entre le nombre de cotisants et celui des retraités. Pour assurer la sauvegarde du système par répartition et garantir son financement jusqu'en 2020, le Gouvernement a décidé de réformer le système des retraites à travers plusieurs lois. Des rendez-vous ont été fixés régulièrement pour mesurer les effets et atteindre l'équilibre financier du système de retraite et garantir sa pérennité.
[SAISON 5]

LA RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE PAR CAPITALISATION, 3e PILIER DE LA RETRAITE

Avec Gilles COSSIC, Directeur des assurances de personnes de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA) et Agnès CANARELLI, Actuaire de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA).
Allongement de la durée de vie, augmentation du nombre de retraités, entrée tardive des jeunes dans la vie active, croissance trop faible de la population… Il est devenu impératif de rééquilibrer cotisations et pensions pour assurer à chacun une retraite équitable. En reportant l'âge légal, mais aussi en s'appuyant sur le développement des régimes supplémentaires par capitalisation. Le Gouvernement, lors de la réforme 2010, confirme le rôle essentiel de l'entreprise dans la préparation de la retraite de ses salariés.
[SAISON 5]

RÉFORMES DES RETRAITES ET APRÈS ?

Avec François CHARPENTIER, Rédacteur en chef de l'AEF et Jacques BICHOT, Économiste, Professeur des universités, Membre honoraire du Conseil Économique et Social.
Il n'y aura plus jamais une réforme définitive des retraites. Les réformes se suivent car tous les régimes de retraite, se pilotent dans le temps… Un régime de retraite en répartition est sensible à beaucoup d'aléas : au montant des salaires, à l'emploi, à la croissance économique, à la démographie… Il faut donc réajuster en permanence les régimes en fonction de tous ces événements imprévisibles.
[SAISON 5]

LA PROTECTION SOCIALE DANS LE CADRE DES ACCORDS DE BRANCHES - L'ARRÊT DU 3 MARS DE LA CJUE

Avec Maître Jacques BARTHÉLÉMY, Avocat Conseil en droit social Barthélémy et Associés

et Michel BRESSY, Vice-président de la Confédération de la Boulangerie.
La protection sociale complémentaire, à condition que soient bien ciblés, le niveau des garanties et les objectifs poursuivis, est facteur non seulement de protection pour les travailleurs mais aussi d'effectivité pour l'entreprise. Cela se traduit forcément par une amélioration de la situation de l'emploi.
[SAISON 5]

LA RETRAITE COMPLÉMENTAIRE, 2E PILIER DE LA RETRAITE
Avec Jean-Jacques MARETTE, Directeur général de l'AGIRC-ARRCO et Philippe LANGLOIS, Professeur agrégé des facultés de droit.
La retraite complémentaire pilotée et gérée par l'AGIRC et l'ARRCO repose sur une cotisation obligatoire répartie entre employeurs et salariés du secteur privé. Tous cotisent pour que chaque salarié ait droit à une retraite complémentaire qui en représentera une partie significative. Le caractère obligatoire de la cotisation garantit à la fois le paiement des retraites d'aujourd'hui et celui des retraites de demain.
[SAISON 5]

LE DROIT D'INFORMATION SUR LA RETRAITE
Avec Pierre CHAPERON, Directeur général de l'AGIRC-ARRCO et Véronique PRADEL, salariée.
Compte tenu de la pluralité des régimes de retraites et des divers modes de constitution des droits, la loi du 21 août
2003 portant réforme des retraites, dans son article 10, reconnaît un droit individuel des assurés à l'information sur la retraite de tous les organismes assurant la gestion des régimes de retraite légalement obligatoires.
[SAISON 5]

L'INFORMATION RETRAITE, UN OUTIL D'OPTIMISATION
Avec Eric GILLIS, Expert-comptable, DK partners et Jean-Luc DE FRANCESCHI, Conseil en marketing opérationnel, COM&DIA.
Comment utiliser les données transmises par le groupement d'intérêt public ou GIP « information retraite » ? Quels sont les points de vigilance ?
[SAISON 6]

LA PRÉVOYANCE DU CHEF D'ENTREPRISE
Avec Bruno LOILLIER : Président du réseau AS national, chef d'entreprise, agriculteur et Marie Odile CAFFIERI :Expert-comptable CEFIGA Sarthe.
Une étude des couvertures prévoyance, c'est-à-dire des garanties en cas d'accident, arrêt maladie, invalidité et décès est toujours indispensable.
[SAISON 6]

LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ DANS LES ACCORDS DE BRANCHE
Avec Valérie DEQUEN, Déléguée Générale AFFLEC et Jacques BARTHELEMY, Avocat, Barthelemy Avocats.
Différentes raisons expliquent et justifient le développement de garanties collectives remboursements de frais de santé au niveau des branches professionnelles.
[SAISON 6]

RÉUSSIR SA CRÉATION D'ENTREPRISE
Avec Guy METRAL, Président CCI Haute Savoie et Michel GREBOT, Président Leztroy Restauration.
Comment et par qui se faire accompagner pour réussir sa création d'entreprise ?
[SAISON 6]

DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE ET PROTECTION SOCIALE
Christophe JAPIOT,Expert-comptable, Cabinet ARGUIROSE Sébastien LEDOUX, Directeur Général, Kikaya
L'accompagnement du dirigeant dans le développement de son entreprise est primordial. Quels sont les points essentiels à aborder régulièrement ? Pourquoi la protection sociale fait-elle partie intégrante des entretiens menés avec le chef d'entreprise ?

ORGANISER SA RÉMUNÉRATION

LE STATUT DU CONJOINT COLLABORATEUR
Avec Madame LANGEL, Présidente du réseau SADEC et Madame FAUSSAT Restauratrice, « La Braisières ».
Les statistiques font apparaître que plus de 500 000 entreprises de toute taille et de toute nature voient l'épouse du dirigeant participer à l'activité de l'entreprise, et cela de façon permanente et gratuite. Est-ce une bonne solution, et y a-t-il une alternative à cette situation ?
[SAISON 1]

LA RÉMUNÉRATION DU DIRIGEANT
Avec Daniel ALLIMANT, Directeur Général Délégué du Réseau In Extenso et Emmanuel PARISIO, Gérant du Pub « Dock ».
On connaît l'intérêt de nos concitoyens pour les mécanismes d'optimisation fiscale. Ceci concerne notamment les chefs d'entreprises les plus nombreuses : les TPE et les PME. La question la plus fréquente est celle de leur mode de rémunération : dois-je me verser des dividendes ou me rémunérer autrement ?
[SAISON 1]

LE CHOIX DU STATUT DU DIRIGEANT
Avec Jacques POTDEVIN, Président de JPA International et Président de la Fédération des Experts Comptables Européens (FEE) et Frédéric SICOT, Directeur Commercial et gérant de la SARL LOCKTILE, revêtements de sols industriels.
Les créateurs d'entreprise démarrent souvent leur nouvelle activité après une véritable course d'obstacles. Pour se faciliter un peu les choses au départ, ils sont nombreux à se poser la question : « existe-t-il un statut de dirigeant plus intéressant qu'un autre ? ».
[SAISON 1]

LE CHANGEMENT DE STATUT
Avec Pascal FERRON, Président de Baker Tilly France et Pierre COQUARD, imprimeur INDUSTRIA.
Rare est celui qui a à la fois le temps et les compétences pour gérer lui-même un changement de statut. Quels types de structures peut–il mettre en place ? Une fois le type de société choisi, quel statut social correspondra le mieux à ses objectifs ?
[SAISON 2]

LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES PÉRIPHÉRIQUES
Avec Maître David JONIN - Avocat Associé Gide Loyrette Nouel & Jean- Marc LETAILLEUR, Directeur des Ressources Humaines de la Caisse Centrale de Réassurance.
30 milliards d'euros de cotisations sociales payés par an... Lorsqu'une entreprise paie un salarié 100 euros net, ça lui coûte 165 euros. Tout employeur se doit alors de réfléchir, lorsqu'il souhaite récompenser ses salariés, sans avoir à exposer des coûts qui soient trop importants...
[SAISON 3]

LA RÉMUNÉRATION DU DIRIGEANT : SALAIRE OU DIVIDENDES ?
Avec Monsieur Jean-Philippe BOHRINGER, Président de la CCEF (Compagnie des Experts et Conseils Financiers) et Carlos FERNANDES, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes Amparo Conseil.
Le dirigeant peut choisir une rémunération en salaire, une rémunération en dividende ou un « mix » des deux. Quelles sont alors sont les questions fondamentales à se poser dans l'arbitrage des différents modes de rémunération du dirigeant ? Qu'en est-il de la protection sociale ?
[SAISON 3]

LA HOLDING, OUTIL D'ÉPARGNE ET D'INVESTISSEMENT
Avec Maître Clarisse BERREBI, Avocat au Barreau de Paris, Membre du Conseil National des Barreaux et Stéphanie CARDOT, Président Directeur Général – To Do Today.
La holding, véritable outil d'épargne et d'investissement, est un montage juridique intéressant à condition de ne pas oublier de s'interroger sur la protection sociale et patrimoniale des dirigeants.
[SAISON 6]

DÉTERMINER LE MONTANT ET LA FORME DE SA RÉMUNÉRATION
Avec Mathieu THIERSE, Expert-comptable, Président National de l'ANECS et Matthieu REINARTZ, Dirigeant, Le Douze.
Différentes formes de rémunération existent, comment arbitrer entre salaire et dividende ? Comment déterminer le montant à se verser ?
[SAISON 6]

LES COMPOSANTES DE LA RÉMUNÉRATION
Avec Carine RIGAUX, Expert-comptable, Cabinet Somara et Marion MAZAURIC, Dirigeante éditions Au Diable Vauvert.
En général, la rémunération est constituée de 3 composantes : la rémunération immédiate, la rémunération potentielle, la rémunération différée. Comment les utiliser au mieux ?
[SAISON 6]

L'ÉPARGNE SALARIALE : UN OUTIL DE MOTIVATION POUR LES ENTREPRISES
Avec Jean Luc MOHR, Président d'Experts Comptables de France et Claude PETREMANT,Expert-comptable, cabinet MAZARS.
L'épargne salariale est un formidable outil d'optimisation de rémunération complémentaire pour les salariés mais aussi un élément de motivation et de fidélisation.
[SAISON 6]

COMMENT CHOISIR SON RÉGIME SOCIAL : TNS OU SALARIÉ ?
Avec Daniel ALLIMANT,Expert-comptable, Groupe IN EXTENSO et Thomas GREINER, Gérant Ambulances GREINER
Actuellement, de nombreuses mesures législatives font évoluer les régimes sociaux. Quelles sont les différences entre régime du travailleur non salarié et régime salarié pour le chef d'entreprise ? Quel régime social est-il le plus intéressant et comment choisir ?
[SAISON 6]

GÉRER ET TRANSMETTRE SON PATRIMOINE

LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE
Avec Marie-Claire BERSON, Présidente Nationale de l'institut Français des Experts Comptables et des Commissaires aux Comptes et Jean- Luc SCEMAMA, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes.
Le papy-boom n'est pas qu'une fiction, 500 000 entreprises vont être à céder dans les 10 ans à venir. Il s'agit d'une évolution majeure du tissu économique français. Comment les Experts-Comptables interviennent dans ce processus et quels sont les points importants à ne pas négliger, notamment dans le domaine du social ? [SAISON 1]

ASSURANCE-VIE ET TRANSMISSION
Avec Antoine PEREZ, Président du Réseau « CABEX », les Experts- Comptables Indépendants et Eric DELANNE, Expert-comptable du Réseau « CABEX », les Experts-comptables Indépendants.
« L'assurance-vie est la solution la plus adaptée pour transmettre une partie de son patrimoine hors droits de succession ? ». Est-ce toujours vrai aujourd'hui, que l'on soit un simple particulier ou un chef d'entreprise ?
[SAISON 1]

EXPERT COMPTABLE ET CONSEIL PATRIMONIAL
Avec Joseph ZORGNIOTTI, Président de « ECF », Les experts Comptables et Commissaires aux Comptes de France et Jean PAPAHN, Président de SOFERIM, promotion immobilière.
Une enquête récente indique que les chefs d'entreprise sollicitent de plus en plus les experts comptables sur des questions relevant de leur patrimoine privé, au-delà du patrimoine professionnel. En ce qui vous concerne, lors de la présentation d'un bilan à votre client, en fonction de ce bilan et de l'âge de votre client, comment abordez-vous la question patrimoniale ?
[SAISON 1]

LA CLAUSE BÉNÉFICIAIRE
Avec Maître Frank BROQUET, Cabinet d'Avocats IFL Avocats - Réseau d'Avocats indépendants Eurojuris France et Maître Céline RATTIN, Cabinet d'Avocats IFL Avocats.
Le contentieux est de règle en matière de police d'assurance décès en raison de l'imprécision et de l'incompréhension de la clause bénéficiaire. Il est vrai que la terminologie et la matière sont complexes et justifie l'assistance de professionnels dans le cadre de l'accompagnement quotidien du particulier.
[SAISON 2]

L'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE
Avec Maître Jean-Yves MERCIER, Président d'Honneur de l'A.C.E – Les Avocats Conseils d'Entreprises et Maître Florent RUAULT, Avocat chez CMS Bureau Francis Lefebvre.
La loi en faveur du travail de l'emploi et du pouvoir d'achat, appelée « paquet fiscal » a apporté plusieurs mesures qui modifient les règles de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : Modification du seuil d'imposition, mise en place d'un nouveau dispositif « le bouclier fiscal » et renforcement des mécanismes d'exonération…
[SAISON 2]

LA FISCALITÉ DES DIVIDENDES
Avec Jean-Philippe THOLAS, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes et Jacques CLAVELOU, Directeur Commercial de SYNOMEGA Conseils et assistance informatique.
Le régime fiscal des dividendes perçus par les personnes physiques et éligibles à l'abattement de 40 % a été modifié à compter du 1er janvier 2008 avec l'instauration d'une possibilité d'op-

tion pour un prélèvement libératoire de 18 % ou d'un prélèvement obligatoire à la source des contributions sociales de 11 %. Quelle solution choisir ? Qu'est-il indispensable de savoir pour ne pas perdre l'abattement de 40 %, l'abattement fixe annuel et le crédit d'impôt ? [SAISON 2]

LA GESTION PATRIMONIALE DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Avec Jean-Claude GABETTY,Expert-comptable et Commissaire aux Comptes Société AUDIREX et Hervé DE CHARRY, Président Directeur Général Société ETRIE INTERNATIONAL.

Transmettre c'est anticiper...Un tiers des chefs d'entreprise ont plus de 50 ans et vont céder leur entreprise dans les 5 ans. Pour une PME transmise correctement, 4 emplois seront sauvés... [SAISON 2]

LA SOCIÉTÉ D'EXERCICE LIBÉRAL

Avec Maître Hervé CHEMOULI, Avocat S.C.P Chemouli Dauzier et Maître Jack DEMAISON, Avocat associé Cabinet P.D.G.B Avocats.

La société d'exercice libéral est un véritable outil de gestion et de transmission mis à disposition des professionnels libéraux. Elle permet de multiples choix pour la création de sociétés et pour pouvoir s'agréger de nouvelles activités. [SAISON 2]

L'OPTIMISATION PATRIMONIALE DU DIRIGEANT

Avec Maître Clarisse BERREBI Avocat associé Duvivier & Associés Société d'avocats inter-barreaux et Cédric BOUE, Courtier Fi Montaigne.

Quelles sont les étapes indispensables pour acquérir, valoriser, transmettre dans les meilleurs conditions en cernant des opportunités juridiques, fiscales et sociales ?
Comment concilier le risque et l'optimisation patrimoniale pour bâtir une stratégie qui prenne en compte ses besoins personnels et professionnels ? [SAISON 2]

EXPERTS-COMPTABLES ET GESTION DE PATRIMOINE

Avec Jérôme OUAKNINE -Expert-comptable - Commissaire aux Comptes & Maître Olivier SANVITI - Avocat associé, Docteur en droit Gramond et Associés.

Le conseil en gestion de patrimoine est une discipline transversale qui nécessite la constitution d'une équipe. Une équipe composée de l'expert-comptable, de l'avocat et du conseil en protection sociale. [SAISON 3]

LA CRÉATION D'ENTREPRISE : JEUNES ENTREPRISES INNOVANTES

Avec Jean-Philippe COMBE, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes, Analyste financier membre correspondant de la SFAF Fiduciaire de Provence et Gilles BELLEFONTAINE, Fondateur et Président Directeur Général CHUGULU GAMES BLINDTEST.

Il y a à peu près 2/3 des entreprises qui ne vont pas connaître leur cinquième année.
Quel est le rôle du Conseil lors de la création d'entreprise et tout particulièrement en matière de conseil pour les Jeunes entreprises innovantes ?
Qu'est ce qui va permettre, à terme, à la société de ne plus dépendre du dirigeant et d'exister par elle-même ?
[SAISON 3]

LE STATUT DE L'AUTO-ENTREPRENEUR

Avec Monsieur Le Ministre Hervé NOVELLI, Secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services, auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et Philippe ARRAOU, Président de ECF (Experts Comptables de France) - Président de A.C.E.E.
La Loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008, titre 1 chapitre 1, instaure le statut de l'entrepreneur individuel communément appelé auto-entrepreneur avec comme date d'application le 1er janvier 2009.

Ce statut s'adresse en particulier aux personnes qui ne veulent pas nécessairement créer une société commerciale pour exercer leur nouvelle activité et souhaitent pouvoir débuter ou arrêter facilement leur activité indépendante.
Le régime de l'auto-entrepreneur a enregistré

63 000 inscriptions jusqu'à présent. Alors que ce régime rencontre donc un beau succès pour les activités de commerce et de services, les professions libérales non-réglementées relevant de la Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Assurance Vieillesse (CIPAV) avaient tout d'abord été exclues de ce régime. Une omission réparée par l'article 34 de la loi (n° 2009-179) du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement. Bilan et prospectives…
[SAISON 3]

L'OPTIMISATION FISCALE
Avec Serge ANOUCHIAN,Expert-comptable, Manager du Département Ingénierie Patrimoniale du Chef d'entreprise GIFEC et Claude RODET, Entrepreneur BOITET.
Avant la LME, la principale question que devait se poser l'entrepreneur-créateur était : « Être ou ne pas être assujetti à l'impôt société ? » de la réponse à cette question découlait ensuite le choix du statut social et de la forme juridique. Depuis la LME, et la possibilité pour les
sociétés de capitaux d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes, la résolution de la question s'est complexifiée…
Quel est alors le rôle du Conseil aujourd'hui ?
[SAISON 3]

LES 5 « C » D'UNE TRANSMISSION D'ENTREPRISE RÉUSSIE…
Avec Thierry GATARD, Président Régional de l'ACE, Président de COJEF (Droit des affaires, fiscal et social) et Yves BOULARD, Gérant METAL INNOVE.
Les rôles des conseils, tant juridique que financier, sont des rôles fondamentaux. Sans leur appui, un projet de reprise ne peut pas être conduit à terme. Pour une transmission d'entreprise réussie, il faut un certain nombre de critères, de points à bien vérifier : la compétence, le capital, le conseil, le coup de coeur et la chance… un bilan de ces 5 « C » garants d'une transmission réussie…
[SAISON 3]

LA DONATION AVANT CESSION
Avec Maître Pascal JULIEN SAINT- AMAND, Notaire à Paris, Président du Groupe ALTHÉMIS, Réseau Notarial et Madame Florence MARTINI,Expert-comptable Cabinet MARTINI.
La cession d'une entreprise déclenche pour le cédant la taxation de la plus-value réalisée. Mais lorsque le cédant a des enfants et la volonté d'anticiper la transmission d'une fraction de son patrimoine, il peut envisager la donation de tout ou partie des titres de la société qu'il détient. Quelle est alors la meilleure stratégie à adopter ? Ne rien transmettre ? Opter pour une transmission anticipée aux enfants Ou un mixte des 2 ? Enfin, la donation peut-elle être une stratégie de gestion du bouclier fiscal ?
[SAISON 3]

LES OUTILS DE GESTION ET LES EXPERTS-COMPTABLES
Avec Julien TOKARZ,Expert-comptable Cabinet SynthEx, Président d'Experts comptables et Commissaires aux comptes de France IDF (ECF) et Alain MURCIA, Président de l'agence de communication « Il Était Une Marque ».
Toute l'histoire de la vie d'une entreprise est une histoire d'accélération successive qu'on maîtrise plus ou moins bien… Dès qu'un certain volume en termes de chiffre d'affaires arrive, la problématique de la maîtrise de la croissance se pose… Comment maîtriser cette croissance ? Quelle est alors la place de l'Expert-comptable dans la mise à disposition d'outils permettant un pilotage – garant de la pérennité de l'entreprise ?
[SAISON 3]

LE MÉDIATEUR DU CRÉDIT AU SERVICE DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS
Avec René RICOL, Médiateur National du Crédit Ricol Lasteyrie et Associés et Valérie BOUDOUL SCHATTEMAN, Expert-comptable STC Audit Conseil.
Dans un contexte de multiplication des défaillances des entreprises, l'anticipation des risques doit être développée au sein des entreprises. Quelles sont les innovations apportées par

le décret modifiant la loi de sauvegarde ? Quel est le rôle du Médiateur National du Crédit ? Et enfin, quelles solutions existent sur le marché pour prévenir les risques de défaillance ?
[SAISON 3]

COMBIEN VAUT MON ENTREPRISE ?
Avec Jean-Claude CAPUONO, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes FICOREC (CROWE HORWATH) et Bernard BORDERES, Président Directeur Général ACTIMAIL S.A.S.
Quelle est la dépendance vis-à-vis du dirigeant dans le maintien de l'activité ?
Quel est le positionnement de l'entreprise par rapport au marché concurrentiel et quelles sont les perspectives d'avenir ?
[SAISON 3]

CONSTRUIRE UN BUSINESS PLAN PERFORMANT : LES POINTS ESSENTIELS
Avec Laurent COHN,Expert-comptable BBMBTI et Bruno MESNAGE, Directeur Général Trackers International.
Qu'est-ce qu'un business plan et comment le construire ? Comment le présenter et quels sont les éléments pour convaincre
les partenaires et les financiers du projet ? Les conseils de votre expert-comptable... [SAISON 3]

LA CRÉATION AU FÉMININ, MODE D'EMPLOI...
Avec Isabelle ELELOUE, Gérante Touche finale communication et Charlotte BAUDOUIN, Auto-entrepreneur Charlotte BAUDOUIN CONSEILS.
Les femmes créatrices d'entreprise sont de plus en plus nombreuses, mais la parité en ce domaine n'est pas encore d'actualité. Pourtant, elles ne manquent ni d'idées ni d'esprit d'initiative, mais ont souvent davantage de contraintes, notamment pour concilier vie familiale et vie professionnelle et surtout pour rassurer un banquier...
La création au féminin comporte plusieurs spécificités... Mode d'emploi... [SAISON 3]

L'AFFACTURAGE... UN CHOIX DE GESTION DURABLE ?
Avec Monsieur Patrice COULON, Directeur Général adjoint GE Facto France et Samuel TUAL, Directeur Général Groupe ACTUAL.
Dans un contexte de multiplication des défaillances des entreprises, l'anticipation des risques doit être développée au sein des entreprises. Doit-on prévenir ou guérir les défaillances ? De multiples solutions existent. Zoom sur les problématiques de financement des entreprises : L'affacturage répond-il exclusivement aux besoins de trésorerie des entreprises ou est-ce un choix de gestion durable ?
[SAISON 3]

LE CRÉATEUR ET SON EXPERT-COMPTABLE
Avec Hubert TONDEUR, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes, Professeur des Universités, Associé ALLIANCE EXPERTS et Marc DUEZ, Fondateur des crèches 1,2,3 SOLEIL.
Les experts-comptables doivent être les moteurs de l'accompagnement de la création d'entreprise. Au départ, les créateurs ont souvent des ressources limitées qu'ils consacrent essentiellement à leur cœur de métier. Les experts-comptables ne doivent donc pas apparaître comme une sorte de fardeau financier, un coût d'entrée sur le marché, mais comme un accompagnateur qui permettra de les aider dans les multiples domaines nécessaires au développement de leur entreprise. L'expert-comptable doit faire un pari avec les créateurs d'entreprise parce que ces sociétés qui réussissent et se développent constituent le vrai potentiel de clients futurs.
[SAISON 3]

LE PATRIMOINE DE L'ENTREPRENEUR
Avec Jean GAULLIER, Expert-comptable, Société COTECO et Sophie MANEGRIER, Directrice S'Coach.
L'entrepreneur a 3 patrimoines différents, le patrimoine privé, et le patrimoine purement professionnel, et le patrimoine privé-professionnel dont le grand classique est le logement. Au commencement de son activité professionnelle, il

est souvent obligé de prendre une location mais au bout d'un certain temps il paraît opportun d'acquérir un bien immobilier. Quel est alors le montage idéal pour faire de ce logement privé-professionnel, un bien privé ?
[SAISON 3]

LA PROTECTION DU PATRIMOINE PERSONNEL DES DIRIGEANTS
Avec William NAHUM, Expert-comptable et Commissaire aux comptes WNA associés & partenaires et Maître Pascal JULIEN-SAINT-AMAND Notaire, Membre du Groupe ALTHÉMIS Réseau Notarial.
Il existe aujourd'hui plusieurs protections permettant à l'entrepreneur de protéger son logement, ainsi que tout bien foncier bâti ou non bâti non affecté à l'activité professionnelle, dont la « déclaration d'insaisissabilité », et ce depuis une loi du 4 août 2008.
Un projet de loi, annoncé début janvier, confirme le souhait de renforcer encore plus cette protection.
[SAISON 4]

LE STATUT DU DIRIGEANT, UNE ÉTAPE DE LA REPRISE D'ENTREPRISE
Avec Pascal FERRON, Président - Baker Tilly France et Jean-Marc LEBLANC, Président Interimages. Avant la reprise d'entreprise, les repreneurs étaient souvent sous un statut salarié.
Ils ne connaissent pas les différents statuts qui peuvent exister, notamment le statut de Travailleur Non Salarié, pour lequel ils ont une certaine appréhension. La première des inquiétudes pour changer de statut et passer de salarié à travailleur non salarié, c'est que globalement comme cela coûte un peu moins cher, la personne pense qu'il va avoir une protection sociale moindre. Ce qui n'est pas le cas, car la plupart du temps le statut de travailleur non salarié est privilégié par rapport à l'ancien statut. Cela nécessite une certaine démarche et une certaine compréhension du problème.
[SAISON 4]

LE PATRIMOINE PERSONNEL ET PROFESSIONNEL DE L'ENTREPRENEUR
Avec Jean-Luc FLABEAU, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes Cabinet Fideliance, Réseau Crowe Horwath et Hervé ROUX, Président de Digital Media Solutions.
Dans toutes les phases du développement d'une entreprise, la volonté du dirigeant est de protéger son patrimoine personnel et professionnel. L'objectif étant de créer de la valeur au fur et à mesure des années, quels sont alors les outils nécessaires et les placements possibles pour protéger ce capital ou le faire fructifier ? Quels sont les risques d'un chef d'entreprise et comment les analyser…
[SAISON 4]

LE RÔLE DE CONSEILS DE L'AVOCAT D'AFFAIRES DANS LES FONDS D'INVESTISSEMENTS
Avec Maître Olivier GANNE, Avocat associé LBG avocats, Réseau ACE et Rudy SECCO, Président du fonds d'investissement Midi capital. L'intérêt pour une entreprise de faire appel à des investisseurs professionnels, c'est, entre autres, de financer sa croissance en augmentant ses fonds propres, de financer ses recrutements lorsque l'emprunt bancaire n'est plus envisageable.
Quelles entreprises peuvent bénéficier de ces solutions de capital investissement ? Et qui est aux côtés du chef d'entreprise pour anticiper, sécuriser et optimiser ce montage qui lui permettra d'accéder à un nouveau stade de son développement ?
[SAISON 4]

LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE
Avec Maître Pascal JULIEN-SAINT AMAND, Notaire et ancien avocat fiscaliste Réseau notarial ALTHEMIS et Serge ANOUCHIAN,Expert-comptable et Commissaire aux comptes Cabinet GIFEC, Président du Club Experts Patrimoine.
Un professeur renommé de fiscalité a dit : « aujourd'hui pour payer un impôt de plus-value sur une cession d'entreprise il faut être soit maladroit soit mal conseillé… ». En matière de transmission d'entreprise, il existe souvent 3 situations : la

situation dans laquelle rien n'est prévu, la situation dans laquelle il y a une anticipation minimale et enfin il existe un ensemble de mesures que le chef d'entreprise peut mettre en place pour s'assurer d'une transmission réussie…
[SAISON 4]

DEVENIR ENTREPRENEUR
Avec Monsieur Le Ministre Hervé NOVELLI, Secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services, auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et Gonzague DE BLIGNIÈRES, Président du Réseau Entreprendre Paris.
L'entrepreneur s'installe peu à peu au cœur de la société française. En 2009, près de 600.000 entreprises ont été créées. La société française, aujourd'hui plus qu'hier, reconnaît et installe l'entrepreneur. Il est, aujourd'hui, celui qui grâce à son action peut contribuer à créer de la richesse, à créer de l'emploi. C'est une utilité très forte dans une période de difficulté économique ou de crise.
[SAISON 4]

LE FINANCEMENT EN LIGNE
Avec Agnès BRICARD, Vice-présidente du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables, Expert-comptable Cabinet Bricard, Lacroix et Associés et Jean-Philippe BOHRINGER, Président de la Compagnie des Experts et Conseils Financiers (CCEF).
Aujourd'hui, toutes les formalités de création d'entreprise peuvent être faites en une journée alors qu'il y a encore peu de temps, il fallait 2 à 3 mois pour créer son entreprise. Qu'en est-il de la recherche de financement ? Pourrait-elle connaître la même accélération temporelle ? En tant qu'acteur fort de l'accompagnement des entreprises dans leur recherche de financement, que deviendra l'Expert-comptable face à ces évolutions ?
[SAISON 4]

« LE PETIT CRÉDIT », UNE AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES TPE
Avec Agnès BRICARD, Présidente de l'Ordre des Experts-Comptables et Jean-Philippe BOHRINGER, Président de la Compagnie des Conseils et Experts Financiers (CCEF).
La principale difficulté rencontrée par le chef d'entreprise est de constituer ses dossiers de financement dans des délais courts et dans un formalisme simplifié. L'entrepreneur qui a besoin de 10,15 ou 20 000 euros, devrait pouvoir constituer son dossier de financement et en avoir la réponse aussi simplement que pour acquérir des biens de consommation.
[SAISON 5]

LES 10 COMMANDEMENTS DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE
Avec Jean-François PISSETTAZ, Expert-comptable et Commissaire aux comptes Fiduciaire JF PISSETTAZ et Pierre MORET, Repreneur d'entreprise Verand'art.
Aujourd'hui l'entrepreneur doit être un chef d'orchestre… Il doit avoir un minimum de connaissance pour piloter son entreprise. Il ne peut pas en ignorer la gestion, il doit en comprendre la technique et, en même temps, maîtriser l'aspect commercial et communication. Le plus difficile, c'est lorsqu'on lui demande de faire les 3 dans une petite entreprise…
[SAISON 5]

LA PROTECTION DU CHEF D'ENTREPRISE DANS LE CADRE D'UNE TRANSMISSION
Avec Jean-François ROUBAUD, Président de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises et André DEMARE, Sociétaire et Cédant d'entreprise.
Les conséquences des risques encourus par le chef d'entreprise qui n'a pas préparé la transmission de son entreprise peuvent être d'ordre patrimoniale et économique, et avoir, entre autres, des effets sur la protection de la famille, sur la préservation de l'outil économique et de sa valeur patrimoniale.
[SAISON 5]

LE FINANCEMENT DES TPE AU CŒUR DES PROBLÉMATIQUES DES EXPERTS-COMPTABLES

Avec Agnès BRICARD, Présidente du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables et Pierre-Alain MILLOT, Expert-comptable RMA Expertise Comptable.

En France, il y a un grand déficit d'entreprise de taille moyenne. Les petites entreprises ne se développent pas suffisamment, le plus souvent par manque de capacité de financement ou par manque de protection du patrimoine du chef d'entreprise. Ces deux sujets sont des enjeux majeurs pour lesquels la profession de l'expertise comptable a des propositions et des réponses concrètes.
[SAISON 5]

LES 3 PILIERS DU PATRIMOINE

Avec Laurent BENOUDIZ,Expert-comptable, Président du Club Expert Patrimoine et Georges CARP, Président – pharmacien responsable LISAPHARM.

Le patrimoine d'une personne est composé de 3 piliers : le patrimoine privé, professionnel et social. Ce dernier, constitué notamment des droits retraite et prévoyance acquis par une personne est souvent méconnu. Quelles sont les interactions entre ces 3 patrimoines ?
[SAISON 6]

L'APPROCHE DYNAMIQUE DE LA VALORISATION D'ENTREPRISE

Avec Jean François PISSETTAZ,Expert-comptable, commissaire aux comptes – Cabinet Fiduciaire Pissettaz et Olivier CAPRON, Directeur associé AG2FI.

La valorisation d'une entreprise requiert une approche dynamique et une prise en compte des valeurs de la société et de son dirigeant. Comment effectue-t-on cette valorisation ? Quels sont les éléments essentiels à la création de valeur ?
[SAISON 6]

UNE COLLABORATION PUBLIC/PRIVÉ AU SERVICE DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Avec Jean Luc Ebel, Conseiller transmission CCI Essonne et Michel BESSIERE,Expert-comptable - Commissaire aux comptes – Cabinet Bessiere.

Des acteurs du public et du privé se sont associés afin de réaliser une œuvre pédagogique pour sensibiliser les chefs d'entreprises, leur famille et leur Conseils aux problématiques de la transmission d'entreprise.
[SAISON 6]

DIRIGEANT D'ENTREPRISE ET CUMUL EMPLOI RETRAITE

Avec Jean Luc Flabeau, Expert-comptable associé Fideliance et Denis Thialon, Directeur général associé groupe VIVALIANS.

En quoi le régime du « cumul emploi retraite » peut-il être intéressant pour un dirigeant d'entreprise ? Pourquoi est-ce un atout dans une transmission d'entreprise ?
[SAISON 6]

L'ANTICIPATION DE LA TRANSMISSION, UN OUTIL DE DIMINUTION DES RISQUES

Avec Marielle POISSON, Avocat associé, DI-KAIOS et Edith LETOURNEL, PDG e-Frontech

Une transmission se prépare côté vendeur mais aussi côté repreneur. L'anticipation est un outil de diminution des risques lors de cette opération.
[SAISON 6]

PRÉPARER SA TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Avec Jean-François ROUBAUD, Président de la CGPME et Loïs DAGAULT, Avocat associé Barreau de Nantes, AVOCATS ASSOCIES SJOA

Transmettre son entreprise est un véritable enjeu. Quels sont les éléments indispensables à prendre en compte ?
[SAISON 6]

LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE POUR SA PÉRENNITÉ

Avec William FEUGERE, Président national des Avocats Conseils d'Entreprises et Pierre PRE-JEAN, Expert-comptable, Président de PAC

Assurer la pérennité de l'entreprise après sa transmission est un véritable enjeu pour le vendeur et l'acquéreur.
Dès lors, comment optimiser cette transmission ?
[SAISON 6]

L'AUDIT PATRIMONIAL ET SOCIAL
Avec Patrick LECLERE, Avocat associé, Directeur du département Droit du patrimoine, cabinet FIDAL et Eric BOITTIN, Président Directeur Général SERAP.
Un audit patrimonial et social permet d'optimiser la situation du dirigeant d'entreprise et sécurise la société elle-même.
[SAISON 6]

INTERPROFESSIONNALITÉ, LA VISION DU CHEF D'ENTREPRISE
Avec Hervé CHEMOULI, HCC, Hervé Chemouli Conseil et René CAMART, Président EDM Group.
Comment le chef d'entreprise peut-il gagner du temps et de l'énergie grâce à l'inter-professionnalité des métiers du conseil ?
[SAISON 6]

LES ENTREPRISES ET LES RÉSEAUX

LES FRANCHISES ET LES PARTENARIATS
Avec Michel KAHN, Président de l'IREF (Fédération des Réseaux Européens de Partenariat et de Franchise) et Bertrand PEROTIN - Président Directeur Général - EXPERT HOME.
La franchise et le partenariat et toutes les formes du commerce organisé indépendant permettent à des entrepreneurs de s'inscrire dans une dynamique et dans un management réseau qui va les aider à se développer. Ils sont indépendants mais ils ne sont pas seuls. Vu le marasme économique actuel, ce secteur porteur dans un cadre sécurisé est-il un modèle économique idéal ?
[SAISON 3]

LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ : ANTICIPER LE RISQUE D'ENTREPRISE
Avec Michèle RAHIER, MICHELE RAHIER ET ASSOCIES - FIDUCIAIRE FRANCILIENNE.
Présidente de l'ARAPL et Rosa GONCALVES - PDG de la société SPEPP Comment anticiper les risques d'entreprises et les détecter ? Quelles sont les mesures de sauvegarde et le rôle du médiateur du crédit ?
[SAISON 3]

POURQUOI UN CABINET D'EXPERT-COMPTABLE NE DOIT PLUS RESTER SEUL AUJOURD'HUI ?
Avec Antoine PEREZ, Président de CABEX on line - réseau des Experts Comptables Indépendants et Sophie GALMISCH, Directeur juridique - SECE Conseil.
Le libre exercice de la profession, et ainsi la libre

concurrence en Europe, l'ouverture à la communication, le développement voire l'explosion des nouvelles technologies, le papy-boom qui touche tant les clients que le cabinet d'expertise comptable amènent une véritable mutation du marché et de l'environnement de l'expertise comptable. Les Experts Comptables ne sont pas du tout préparés à cela du fait d'une profession protégée depuis 1945... Préconisations et solutions...
[SAISON 3 - mai 2009]

POURQUOI ENTREPRENDRE EN RÉSEAU ? LES CONCESSIONNAIRES INDÉPENDANTS
Avec Gilles VACHER –Expert-comptable - Capex Conseils - Marne la Vallée et Pascal MAUCHOSSÉ - Centre conseil Schmidt de Serris et Coulommiers.
En tant qu'expert-comptable, appartenir à un réseau permet d'être présent nationalement et de travailler -par exemple- avec des franchiseurs ayant la même logique d'efficacité et de synergies. Le réseau apporte cette force de pouvoir ensemble exiger le meilleur rapport qualité-prix sur différents partenaires...
[SAISON 3]

L'IMPACT DU DÉPLACEMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE SUR LE PASSIF SOCIAL **Avec Maître Jacques BARTHELEMY – Avocat Conseil en droit social – BARTHELEMY ET ASSOCIES et André-Paul BAHUON Expert-comptable– Président de Créatis.**
En droit de la Sécurité Sociale tout le monde peut faire liquider sa retraite à 60 ans s'il en a envie. En droit du travail, l'employeur ne peut pas mettre désormais un salarié en retraite... Cela a pour conséquences plusieurs impacts, notamment sur de passif social pour les entreprises...
[SAISON 4]

POURQUOI TRAVAILLER EN RÉSEAU ?
Avec Benoît SARTRE -Expert-comptable - Cabinet SARTRE - Réseau Cabex et Jean-Patrick BROUILLARD - Dirigeant Vestia Promotions.
Travailler en réseau c'est préserver la proximité avec les clients en local et conserver cet avantage concurrentiel face aux grands groupes en ayant les moyens de développer son activité nationalement. Être en réseau permet aussi de mutualiser les outils, les moyens et notamment les moyens de communication de tous les cabinets du réseau ce qui permet à terme de proposer aux clients des outils très novateurs.
[SAISON 4]

LES NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES ET LES PME
Avec Jérôme HAAS - Président de l'Autorité des Normes Comptables et Xavier PAPER -Expert-comptable et Commissaire aux Comptes - PAPER AUDIT & CONSEIL.
Les normes comptables internationales IFRS ont vocation à s'appliquer à l'ensemble des entreprises cotées sans distinction. Or les PME et les grands groupes n'ont pas les mêmes besoins en termes d'informations comptables et financières et surtout, n'ont pas les mêmes moyens humains et techniques pour appliquer le nouveau référentiel...
[SAISON 4]

LA DÉMATÉRIALISATION
Avec Philippe ARRAOU - Président Experts-Comptables et Commissaires aux Comptes de France (ECF) et Julien TOKARZ - Expert-comptable - Cabinet SynthEX.
La dématérialisation des documents et des échanges d'informations constituent un véritable enjeu stratégique pour les entreprises qui doivent fournir rapidement de plus en plus d'informations financières à des partenaires toujours plus nombreux. Cette notion ancienne a longtemps été jugée irréalisable, face aux exigences de documentation des travaux et aux nombreuses obligations déclaratives.
[SAISON 4]

COMMENT RENDRE PLUS PERFORMANTE VOTRE UNITÉ DE PRODUCTION
Avec Fabrice CHAUSSERAIS - Directeur OSYS - Groupe BODET et Sophie ROUSSEL- Directeur industriel - METAROM France.
Les entreprises recherchent continuellement

l'optimisation de leur organisation et de leurs processus afin de respecter les délais clients, de réduire les stocks, d'être compétitif en optimisant au maximum leurs ressources de production pour produire au moindre coût. La mise en place d'un pilotage permet d'avoir des indicateurs de performances pour mettre en œuvre des actions correctives dans l'organisation. La crise a accentué le phénomène. Les PME peuvent aujourd'hui s'équiper de systèmes d'optimisation de production par des systèmes packagés, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années.
[SAISON 4]

LA POLITIQUE MANAGÉRIALE AU SERVICE DE L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE ET DU BIEN-ÊTRE DES COLLABORATEURS
Avec Charles VAN HAECKE – Fondateur des « espoirs du management » et Laurent GILBERT – Dirigeant de Lame de fonds.
Le bien-être dans l'entreprise est un facteur de profit. Un salarié heureux est un salarié qui travaille bien. Favoriser l'émergence des talents, rendre crédible l'autonomie et la responsabilité par l'affirmation du leadership, installer durablement des comportements qui favoriseront le déploiement dans la performance du business modèle, développer le partage du savoir.... sont autant de bonnes pratiques qui vont dans le sens de l'efficacité économique. L'innovation dans les pratiques managériales est alors indispensable pour s'adapter aux nouveaux défis de l'Entreprise. Avec les baby-boomers qui partent à la retraite, le rapport s'équilibre entre offre et demande sur le marché du
travail. Il est plus nécessaire pour les entreprises d'identifier les talents et de les conserver.
[SAISON 4]

ÉCONOMIE DURABLE, ÉCONOMIE D'AVENIR
Avec François JEGARD, Expert-comptable, Président de la Commission développement durable et innovations de l'IFEC et Dominique PERIER-Expert-comptable et Commissaire aux comptes AFIGEC.
La responsabilité sociale et environnementale des entreprises, avec les concepts de développement durable, intègre trois piliers : la performance économique de l'entreprise, l'efficacité environnementale, la gestion des richesses humaines. Aujourd'hui, l'entreprise a besoin de trouver des nouveaux relais de développement. Le développement durable est une source d'innovation et donc de croissance pour l'entreprise. Parmi le travail d'adaptation des entreprises il y a des choses très simples à mettre en place, notamment, en premier lieu, une veille juridique car, du fait de l'environnement, les entreprises sont soumises à certaines obligations réglementaires dans tous les métiers quel que soit le secteur d'activité.
[SAISON 4]

LE RÔLE PIVOT DES MANAGERS DANS L'ENTREPRISE ET L'ADMINISTRATION
Avec Charles VAN HAECKE - Fondateur des « espoirs du management », CVH Conseil et Professeur Patrick Plaisance, chef du Service d'urgences de l'hôpital Lariboisière.
L'innovation dans les pratiques managériales et la valorisation des savoirs et savoir-faire des salariés sont indispensables pour s'adapter aux nouveaux défis de l'entreprise. Existe-t-il, alors, des méthodes et des outils qui peuvent permettre d'apporter le double bénéfice du bien-être des salariés et de la réussite de l'entreprise ?
[SAISON 4]

LA REPRÉSENTATION DES EMPLOYEURS ET DES SALARIÉS DANS LES ORGANISMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX
Avec Martine MARANDEL, Chef d'entreprise, Président du Conseil d'administration de l'URSSAF de Paris Région Parisienne et Marie-Sophie CLAVERIE, Délégué Général du MEDEF Paris.
Les entreprises et les salariés payent tous les mois des cotisations pour le chômage, la formation, la protection sociale dans différents organismes économiques et sociaux ? Comment sont représentés les intérêts des salariés et des employeurs et quel est leur rôle ?
[SAISON 4]

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES DANS LA GESTION DES DÉCHETS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

Avec Françoise WEBER, Directeur Général D3E Veolia Propreté VEOLIA environnement et Romuald RIBAULT, Directeur Marketing - - Ecologic France.

Aujourd'hui on estime à environ 450 millions le nombre d'appareils électriques et électroniques qui a été vendu sur l'année 2009. 1600 000 tonnes d'équipements ont été mis sur le marché ce qui représente à peu près 103 Tours Eiffel de fer et l'équivalent de 35 tours de Terre avec un fil de cuivre.... Tous ces équipements contiennent des matières dangereuses et quand elles deviennent un déchet sans être bien prises en charge, elles vont provoquer des nuisances graves à l'environnement, et potentiellement à la santé humaine... Face à ces enjeux et face à l'appauvrissement de la planète en matière première, le recyclage de ces équipements est la solution stratégique pour y répondre.
[SAISON 4]

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES : UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR POUR LES PME

Avec Jean-François ROUBAUD, Président de la CGPME et Philippe JOUANNY, Président IDF de la fédération des entreprises de propreté.

La Responsabilité Sociétale des Entreprises ne se limite pas à une approche sociale, mais tente de concilier les dimensions « économique », « sociale » et « environnementale ». Il s'agit de la contribution des entreprises au développement durable. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, accorder une attention particulière à l'environnement, associer ses salariés à certaines décisions ou informer ses riverains sur l'impact de ses activités, ne constituent pas un frein au développement de l'entreprise. Au contraire, ces initiatives représentent une réelle opportunité en termes de coûts et d'image. Les effets bénéfiques sont multipliés à partir du moment où la RSE est intégrée à la stratégie de l'entreprise, qu'elle dépasse le stade d'actions isolées et qu'elle devient le moteur de la gestion de l'entreprise. C'est un investissement réel, et comme tout investissement, il y a un moment, un retour sur investissement.
[SAISON 4]

L'EMPLOI DURABLE ET RESPONSABLE

Avec Thierry FRÉTEAUD, Expert-comptable associé GCL-Expertise Comptable, Audit & Conseils et Thierry RECANZONE, Co-fondateur myfairjob.com site d'emploi.

Les petites et moyennes entreprises sont confrontées aux difficultés de recrutement et des milliers de candidats peinent à trouver un emploi. Qu'entend-on alors par « emploi durable et responsable » ? Est-ceune réponse pour réformer les règles établies afin de valoriser davantage les candidats par leurs seules compétences et mettre fin aux discriminations et aux difficultés d'embauche ? Est-ce une réponse favorisant le développement de l'emploi et la performance de l'entreprise ?
[SAISON 5]

L'ENTREPRISE FAMILIALE

Avec Jean-Pierre LETARTRE, Président d'Ernst & Young et Charles VAN HAECKE, Fondateur des Espoirs du management, CVH Conseil.

L'entreprise familiale est une entreprise dirigée par des membres de la famille et dont le noyau principal de l'actionnariat est familial. Quand on fait les analyses diverses et variées soit en Europe, soit dans les pays émergents, on constate bien souvent que l'entreprise familiale est plus performante que les entreprises non familiales. Mais on constate en France que seulement 10% de ces entreprises passent à la seconde génération alors qu'en Italie ou en Allemagne on est à plus de 50%. On a un donc un déficit d'entreprises familiales, dans les entreprises moyennes en France qui sont pourtant un accès essentiel au développement de l'économie.
[SAISON 5]

TRAVAILLER EN RÉSEAU

Avec Pascal FERRON, Vice-président de Baker Tilly France et Laurence LAJOU, Directeur associé Something Else.

Fonctionner en réseau ouvre de véritables opportunités aux entreprises car, loin de perdre leur autonomie, leur personnalité, elles vont s'enrichir au contact du groupe et pouvoir réfléchir ensemble à se donner les moyens de faire évoluer leurs pratiques et leur profession en se remettant en question et en évoluant de manière à assurer le meilleur service à ses clients.
[SAISON 5]

LA FISCALITÉ EN FRANCE

Avec Maître Pascal JULIEN-SAINT-AMAND, Notaire, Président du Groupe ALTHÉMIS et Pascal FERRON, Vice-président de Baker Tilly France.

La France est en permanence en réforme fiscale. Chaque année, il y a au minimum une loi de finance et une loi de finance rectificative… et généralement, plusieurs lois en cours d'année viennent modifier la fiscalité connue jusqu'à présent. Pour les professions de conseil cela engendre du travail mais pas forcément du travail à valeur ajoutée car l'apparition d'un nouveau texte, remet en cause la pérennité qui permet au chef d'entreprise de prendre des décisions, de se projeter dans l'avenir et de se concentrer sur son activité.
[SAISON 5]

L'EMPLOI DURABLE ET L'ÉCONOMIE SOCIALE

Avec Monsieur Jean-Marie BERGÈRE, Délégué général d'ASTREES et Isabelle LEMAIRE, Présidente pour la région Centre de la Fédération COORACE (Solidaires pour l'emploi).

Dans un marché du travail où le chômage est très présent, où l'emploi n'est plus comme avant, linéaire dans une seule entreprise tout au long de sa carrière, on parle souvent d'emploi durable et responsable…
[SAISON 5]

LE MANAGEMENT DE PROXIMITÉ

Avec Charles VAN HAECKE, Fondateur des Espoirs du management, CVH Conseil et Stéphanie DOMMANGE, Directrice des Universités SNCF.

Les clients sont, aujourd'hui, de plus exigeants face à la qualité des services apportés par les entreprises. Face à cela, l'entreprise doit mettre en place des offres et des services de qualité… ce qui ne se fera pas sans des collaborateurs «bien dans leur peau»….
[SAISON 5]

ENTREPRENDRE EN FRANCE

Avec Grégoire SENTILHES, Président de NextStage et Président du G20 Yes 2001 (Young Entrepreneur Summit) et Héloïse DION, Chef d'entreprise « Pastas Party ».

Il y a des problèmes fondamentaux en France… On n'a plus assez de petites entreprises qui deviennent moyennes et plus assez de moyennes qui deviennent grandes…Depuis 30 ans, on a oublié qu'il fallait permettre aux entrepreneurs et aux PME de continuer à se développer, d'investir sur eux et donc, par conséquent, de leur permettre de créer des emplois.
[SAISON 5]

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Avec Gérard ANDRECK, Président du Conseil des Entreprises, Employeurs et Groupements de l'Économie Sociale (CEGES) et Geneviève ROY, Vice- présidente de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME), chargée des Affaires Sociales.

La nécessité de repenser les dispositifs de lutte contre l'exclusion, la recherche d'une gouvernance démocratique des entreprises, la participation citoyenne, le développement durable, la solidarité Nord- Sud…, entraînent les entreprises de l'économie sociale à innover sans cesse et à proposer de nouvelles modalités d'interventions mixant parfois les ressources publiques et privées. Elles sont, en particulier, le support de toutes les nouvelles initiatives que l'on retrouve aujourd'hui aussi sous le terme « d'économie solidaire ».
[SAISON 5]

QUELS RESSORTS POUR RELANCER LA COMPÉTITIVITÉ EN FRANCE ?
Avec Gonzague DE BLIGNIÈRES, Président du Réseau Entreprendre Paris et Hervé BACULARD, Président de Syntec Conseil en management.
Dans un contexte économique et financier difficile, il est vital pour les entreprises d'être toujours plus compétitives.
[SAISON 5]

MANAGER EN PÉRIODE DE CRISE
Avec Jean-Luc PLACET, Président de la Fédération Syntec et Charles VAN HAECKE, Fondateur des Espoirs du management, CVH Conseil.
En temps de crise, les entreprises et particulièrement leurs managers, ont un rôle majeur à jouer auprès des salariés inquiets. Comment maintenir l'entrain de ses troupes ? Comment gérer les tensions et les inquiétudes ? Comment communiquer sur l'avenir de l'entreprise ?
[SAISON 5]

COMMENT INTÉGRER LA GÉNÉRATION Y DANS LA SOCIÉTÉ ?
Avec Françoise SAVES, Expert-comptable, Présidente IFEC et Florence BOUCHERIT, Expert-comptable
La génération Y représente aujourd'hui 21 % de la population française, comment les intégrer dans l'entreprise ?
[SAISON 6]

LES RAPPORTS INTERGÉNÉRATIONNELS EN ENTREPRISE
Avec Antoine PEREZ, Président de CABEX, réseau Expert-comptable independant et Thierry RECANZONE, Co fondateur, www.myfairjob.com
Les rapports dans l'entreprise entre les différentes générations sont devenus un véritable enjeu pour les managers. Un recrutement par les compétences et aptitudes est donc nécessaire.
[SAISON 6]

LE CHEF D'ENTREPRISE ET SON RÉSEAU
Avec Jean-Christophe FORESTIER, Vice- Président du Club Jeunes Experts Comptables IDF, Associé du cabinet FERCO et Stéphanie VEYSSIERE, Présidente Club des entreprises du Val de Bievre
La notion de réseau a depuis 20 ans considérablement évolué avec notamment l'avènement des réseaux sociaux. Un vrai réseau se développe et s'entretient.
[SAISON 6]

LES MISSIONS DES CONSEILS EN ENTREPRISE

LA MISSION DES AVOCATS AUPRÈS DES PETITES ENTREPRISES
Avec Maître Laurence DUPUIS - Avocat, Association des Avocats Conseils d'Entreprises et Michel LAMBERT - Entrepreneur - Société Zélec.
Les « petites » entreprises, quel que soit le mode d'exercice adopté et le secteur d'activité, ont des besoins juridiques, qui nécessitent d'être traitées avec attention, au même titre que les « grandes ». Excepté l'intervention de l'Avocat dans les situations contentieuses, quel est son rôle dans l''accompagnement permanente du chef d'entreprise en matière de conseils juridiques dont il a besoin pour son activité professionnelle et à titre personnel ?
[SAISON 2]

L'INTERPROFESSIONNALITÉ
Avec Hervé ROCHE -Expert-comptable-Commissaire aux Comptes - POLE EXPERT et André-Paul BAHUON – Président de Créatis et Président du réseau DIFFERENCE.
L'intérêt pour le client, c'est de voir un corps de professionnels « sachants » et compétents le rassurer. L'expert-comptable, même en possédant une culture généraliste, va chercher un certain nombre de personnes pour l'accompagner. L'avocat - par sa connaissance de la jurisprudence- est optimum à côté de l'expert-comptable. Mais ça peut être aussi les assureurs – puisqu'ils ont à toucher de la matière en protection sociale, en santé, en optimisation de rémunération… et qui mieux que l'assureur peut être aux côtés de l'expert-comptable pour essayer de faire découvrir de manière beaucoup plus pédagogique encore l'ensemble des ressorts dont l'entreprise a besoin….
[SAISON 3]

L'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS DE L'EXPERTISE COMPTABLE
Avec André DEMODE - GPS-ARMADA - Vice Président du Conseil régional de l'Ordre des Experts comptables du Nord Pas de Calais et Président de la Commission Communication et Julie MISSLIN -Expert-comptable Stagiaire - Présidente de l'ANECS Nord-Pas de Calais.
On traduit souvent, à titre très réducteur, le métier d'Expert-comptable, comme le métier du chiffre. En fait, l'expert-comptable va bien au-delà puisqu'il pratique au quotidien une grande diversité de « droits » et au-delà, en matière de gestion, il gère les prévisionnels avec l'établissement également de tableaux de bord. Sollicités par tous les intervenants extérieurs qui entrent en relation avec l'entreprise, ils sont donc de très bons communicants pour un métier riche tant dans sa diversité technique, fiscale, sociale, comptable que dans son relationnel client.
[SAISON 3]

L'EXERCICE DE LA PROFESSION COMPTABLE LIBÉRALE AU FÉMININ
Avec Françoise SAVES - Présidente Nationale de l'IFEC et Marie-Christine LAMPERT - Expert-comptable et Commissaire aux Comptes - L3 Conseils.
Un jeune étudiant en France sur 2 est une femme et c'est aussi vrai dans les études d'expertise comptable. 36 % d'entre elles sont diplômées et parmi elles, seulement 18 % se retrouvent inscrites au tableau de l'Ordre et exercent leur métier en tant qu'indépendante. Pourquoi la profession affiche-t-elle des chiffres aussi problématiques et quelles peuvent être les raisons qui justifient de tels ratios ?
[SAISON 3]

L'INTERPROFESSIONNALITÉ, UNE RÉPONSE GLOBALE AUX BESOINS DES ENTREPRISES

Avec Françoise SAVES - Présidente Nationale de l'IFEC et Florent BURTIN - Expert-comptable et Commissaire aux Comptes – AFIGEC.

Jean Michel DARROIS -dans un rapport- n'avait pas manqué de relever combien la profession d'expert comptable était présente dans le tissu économique. La profession d'expertise comptable était largement citée, comme étant un opérateur essentiel auprès des entreprises et avait bien évidement une formation juridique de ces membres importante... Or, Madame la Garde des Sceaux annonce en fin d'année 2009, lors d'un communiqué de presse, qu'elle tient en présence des représentants des 2 professions que sont celles des avocats et celle des notaires, l'installation dans le paysage Français du contreseing d'avocat et de l'interprofessionnalité entre les professions du droit.

Est-il alors opportun de ne faire qu'une seule profession du droit en France entre les notaires et les avocats et d'écarter la profession comptable de cette « interprofessionnalité » ou faut-il favoriser l'interprofessionnalité vers la profession du chiffre ?

[SAISON 4]

LE DEVOIR DE CONSEIL DE L'EXPERT-COMPTABLE

Avec Laurent MENAGER -Expert-comptable et Commissaire aux comptes – SECOFI et Président du Comité Social OEC-Paris et Marie-Pierre HOLTZMANN - Expert-comptable et Commissaire aux Comptes - FIDUCIA-AUDIREV

L'expert-comptable a un rôle de conseil qui va au-delà de l'établissement du bulletin de salaire. Il a aussi le devoir d'informer et d'alerter son client sur tous les éléments liés au fonctionnement de son entreprise et de ses salariés. Ce devoir de conseil se traduit par l'obligation d'éclairer le chef d'entreprise, de vérifier que ses intérêts sont sauvegardés, de l'instruire de ses droits et obligations et de lui expliquer aussi tous les effets de ses engagements.

[SAISON 4]

L'INTERNATIONALISATION DE LA PROFESSION COMPTABLE

Avec Benoit COESLAN, Apprenti du Cabinet d'expertise comptable HLB Maupard Fiduciaire - École IGEFI, Lauréat des Trophées marketing et communication de la profession comptable et Benedict WITTET, Manager - Hays Conseil Audit et Expertise Comptable.

Avec l'internationalisation des échanges, les métiers de la profession du chiffre évoluent. Les cabinets d'audit et d'expertise comptable doivent s'adapter aux nouveaux besoins et attentes de leurs clients. En effet, ils n'ont plus simplement une vocation nationale mais également internationale que cela soit pour travailler avec des entreprises françaises s'installant à l'étranger que pour des sociétés étrangères s'installant en France. Ainsi, grâce à de nouvelles normes comptables, une internationalisation des équipes et l'émergence de nouveaux outils, la profession tend vers une harmonisation mondiale.

[SAISON 4]

L'INTERPROFESSIONNALITÉ DES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES

Avec Joseph Zorgniotti, Président de l'Ordre des Experts-Comptables et Maître Philippe Touzet, Touzet Bocquet & associés et Membre du Conseil de l'Ordre des Avocats.

L'accord du 26 mai 2010 est historique car pour la 1re fois depuis 30 ans, les avocats et les experts comptables ont décidé de laisser les armes au vestiaire et de commencer à avoir une réflexion de responsabilité pour mieux servir les entreprises et l'économie. Notaires, Avocats et Experts comptables ont un socle éthique et déontologique extrêmement proche. Il sera donc facile, techniquement, de mettre au point les textes sur l'inter-professionnalité.

[SAISON 4]

LA LOI DE MODERNISATION DES PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES

Avec Maître Jack DEMAISON, Avocat, Simon Associés et Maître Hervé CHEMOULI, Avocat S.C.P Chemouli Dauzier.

La loi du 28 mars 2011, de modernisation des professions judiciaires ou juridiques et certaines professions réglementées, a été publiée au journal officiel du 29 mars 2011. Ce texte met en œuvre les préconisations du rapport Darrois en matière de renforcement des liens entre les professions du droit afin de rendre un service meilleur aux personnes et aux entreprises.
[SAISON 5]

L'INTERPROFESSIONNALITÉ DES PROFESSIONS DE CONSEIL DANS LE CADRE DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE
Avec Christophe GODDYN Expert-comptable Cabinet CAZES GODDYN, Membre associé d'AUDECIA et Roland ICKOWICZ, Avocat BIA Avocats.
En quoi les rôles respectifs de chacune des professions de conseils sont complémentaires pour apporter une réponse globale et de qualité aux cédants et repreneurs d'entreprise ?
[SAISON 5]

L'INTER-PROFESSIONNALITÉ DANS LE CADRE DU CONTRÔLE FISCAL DE L'ENTREPRISE **Avec Maître Léa FAULCON, Avocat associée, Blackbird associés et Carlos FERNANDES, Expert-comptable et Commissaire aux Comptes Amparo Conseils.**
Les chefs d'entreprise doivent s'appuyer sur leurs divers conseils, Experts-comptables et avocats, pour assurer la bonne marche de leur entreprise.
[SAISON 5]

L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ENTREPRENEUR
Avec Jacky HUILIER, Dirigeant, Accompagnement.com et Pascal WITZ, Expert-comptable associé, Cinq Plus.
L'accompagnement de l'entrepreneur représente en enjeu majeur pour le développement des sociétés. Qu'attendent les chefs d'entreprise ?
[SAISON 6]

L'OPPORTUNITÉ DE CONSEIL
Avec Richard Renaudin, Président EXPERTIS CFE et Lionel Pereira, Secrétaire général Audecia.
Face aux changements réglementaires actuels, l'expertise des Conseils est de plus en plus indispensable aux chefs d'entreprise.
[SAISON 6]

L'INTER-PROFESSIONNALITÉ POUR UN SERVICE COMPLET
Avec William FEUGERE, Président national des Avocats Conseils d'Entreprises et Agnès BRICARD, Présidente du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables.
L'inter-professionnalité entre les Conseils de l'entreprise répond à un besoin des clients et des professionnels eux-mêmes. L'objectif est de former une équipe structurée et cohérente afin d'appuyer le plus efficacement possible l'entrepreneur et sa société.
[SAISON 6]

L'OPTIMISATION DE LA TRANSMISSION, UNE DIMENSION FISCALE, JURIDIQUE ET SOCIALE
Avec Pascal JULIEN SAINT AMAND, Notaire, Althemis réseau notarial et Sylvie FARDIN, Responsable transmission CCI Montpellier et animatrice Transmipro
Réussir une transmission d'entreprise, c'est préserver les emplois liés à cette société. Comment prendre en compte la dimension fiscale, juridique et sociale de cette transmission ?
[SAISON 6]

LES JEUNES ENTREPRISES INNOVANTES, CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE ET TRAITEMENT SPÉCIFIQUE DU SECTEUR DE L'INNOVATION
Avec Raymond DORGE,Expert-comptable GMBA Baker Tilly et Dominique THOMAS, Directeur Général ALDERYS.
Pour favoriser la recherche et l'innovation en France, des dispositions ont été prises, des solutions existent et peuvent concerner une majorité d'entreprises.
[SAISON 6]

INTER-PROFESSIONNALITÉ ET PLURIDISCIPLINARITÉ DANS L'EXPERTISE FINANCIÈRE
Avec Janin AUDAS, Commissaire aux comptes,

Président CCEF et Stéphane BONIFASSI, Avocat, Cabinet Lebray et associés
Interprofessionnalité et pluridisciplinarité, 2 notions conceptuellement proches mais pourtant très différentes dans leur mise en œuvre.
[SAISON 6]

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ORGANISATIONS (RSO)
Avec Michel GIRE, Associé gérant GMBA Baker Tilly, Vice-Président Baker Tilly France et Yveline POUILLOT, consultante RSO Services Management Conseil
Qu'est ce que la responsabilité sociétale des organisations ou RSO ? Comment initier une démarche RSO dans l'entreprise ? Quels en sont les enjeux ?
[SAISON 6]

L'ACTION SOCIALE

LES SERVICES À LA PERSONNE
Avec Bruno ARBOUET– Directeur Général de l'ANSP - L'Agence Nationale des Services à la personne et Damien TIXIER – Associé de « Petits-fils » services aux personnes âgées.
Les services à la personne est le secteur de l'économie française dont la croissance a été la plus forte au cours des quinze dernières années en termes de création d'emplois de par l'évolution démographique de la France et l'évolution des modes de vie de la société française. Les tendances démographiques et sociologiques vont se poursuivre et les services à la personne vont continuer à se déployer. Le facteur dépendance participera cependant davantage à ce potentiel de développement puisque 1 200 000 personnes seront dépendantes en 2 040 contre 800 000 actuellement.
[SAISON 2]

LA DÉPENDANCE
Avec Michel TANFIN – Président de l'ADMR et Madame Julie BIENNE– Retraitée, 78 ans bénéficiant des services de L'ADMR.
La prévention de la dépendance est un enjeu majeur pour les années à venir. Aujourd'hui, 4 personnes sur 10 sont touchées par une situation de dépendance dans leur entourage et plus d'1 million de Français de plus de 60 ans bénéficient de l'Aide Personnalisée à l'Autonomie (APA) versée aux personnes dépendantes. Avec l'allongement de l'espérance de vie, la dépendance va concerner de plus en plus de personnes. Accompagner les aidants naturels, la famille, les amis et

les voisins est aussi indispensable…
[SAISON 2]

LA PRÉVENTION SANTÉ AU TRAVAIL
Avec Jack BERNON – Responsable du département « Santé Travail » à ANACT – Agence Nationale pour l'amélioration des conditions de travail et le Docteur Eric SERAYET – Médecin du travail au CIAMT Santé et travail.
Comment aborder la santé au travail en faisant contribuer des disciplines et compétences complémentaires, médicales, techniques et organisationnelles pour comprendre et agir sur les risques professionnels et enrichir la prévention ?
[SAISON 2]

LA GESTION DES ÂGES DANS L'ENTREPRISE : LES PARCOURS SENIORS
Avec Joël RUIZ – Directeur de AGEFOS PME et Mylène SIRE-Responsable des Ressources Humaines - Altys Gestion.
Comment accompagner le Responsable des Ressources Humaines dans sa réponse aux attentes des salariés sur les mécanismes des systèmes de Retraite ? Comment l'aider à avoir un regard sur les vécus de fin de carrière afin d'optimiser la gestion des départs pour les générations à venir ? et enfin, comment aider les seniors en entreprise à garder leur motivation et à mieux gérer la période transitionnelle en entreprise jusqu'au moment du départ ? [SAISON 2]

LES SERVICES À LA PERSONNE, UN MARCHÉ POUR LES EXPERTS-COMPTABLES ?
Avec Michèle DEBONNEUIL - Inspecteur Général des Finances au Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi et Julien TOKARZ –Expert-comptable Cabinet SynthEx, Président ECF IDF (Experts comptables et Commissaires aux comptes de France).
Les SAP est un ensemble complexe. Quel est l'avenir du développement des SAP, secteur de l'économie française dont la croissance a été la plus forte au cours des quinze dernières années ? Quelle sera l'organisation fiscale du dispositif et surtout quels sont les vecteurs de développement susceptibles de voir le jour ?
[SAISON 3]

LES SERVICES À LA PERSONNE : PLAN DE RELANCE II
Avec Bruno ARBOUET – Directeur Général de l'Agence Nationale des Services à la Personne et Cyril de GASQUET - Directeur Opérationnel ADECCO à domicile.
Laurent Wauquiez, Secrétaire d'État chargé de l'Emploi, a annoncé le lancement du Plan 2 de développement des services à la personne, le 24 mars 2009 : onze mesures pour soutenir l'emploi de proximité non délocalisables, développer la professionnalisation du secteur et étendre l'utilisation du Chèque emploi service universel.
Ce nouveau plan de développement des services à la personne doit permettre la création de 100 000 emplois par an d'ici à 2012. Il se situe dans le prolongement du plan des services à la personne de janvier 2006 qui a été un formidable accélérateur de la création d'emplois avec 2 millions de professionnels fin 2008.
…Un double enjeu, trois objectifs et onze mesures…
[SAISON 3]

LA DÉPENDANCE
Avec François CHARPENTIER - Rédacteur en chef de AEF et Jean- Marie SPAETH - Président du GIP Santé et Protection Sociale Expertise Internationale.
Selon l'Insee, la France comptait, en 2008, 5,6 millions de personnes de plus de 75 ans, un tiers de plus qu'il y a dix ans. À plus long terme, « la population des plus de 75 ans devrait doubler approximativement d'ici à 2050 », pour atteindre 11 millions de personnes, tandis que les plus de 85 ans, eux, vont passer de 1,3 million en 2008 à 2 millions en 2015, estime la mission d'information du Sénat sur la dépendance, dans un rapport d'étape paru en juillet 2008. Bien que toutes ces personnes ne seront pas forcément dépendantes et que l'espérance de vie en bonne santé ne fait qu'augmenter, quels peuvent être les scénarios envisageables pour palier la dépendance de ces personnes dont la probabilité de dépendance est

de 1 sur 6 à 85 ans…
Solidarité nationale ? Solidarité familiale ? Solutions assurantielles ? Ou possibilité de faire appel au patrimoine personnel…
[SAISON 4]

QUELLE PLACE POUR LES SENIORS DANS L'ENTREPRISE ?
Avec Jean-Michel POTTIER - Président de la commission formation et éducation de la CGPME et chef d'entreprise et Joël RUIZ - Directeur Général d'AGEFOS PME.
La situation des seniors se détériore depuis plusieurs années. Leur maintien en activité ou leur embauche devient donc un défi majeur pour l'entreprise. Quels sont alors les éléments à mettre en place pour qu'une population de seniors dans l'entreprise devienne un atout et non une contrainte ?
[SAISON 4]

LA LUTTE CONTRE LA GRANDE EXCLUSION
Avec Xavier EMMANUELLI, Co-fondateur de Médecins sans frontières, Fondateur du Samu social et Aline DELETTREZ, Directrice du développement des ressources du Samu social Paris.
Le Samu social intervient, dans un premier temps, dans l'urgence, ce qui n'est pas une fin en soi, mais une méthode pour entrer en contact et « dévictimiser » les personnes en souffrance médico-psycho- sociale.
[SAISON 5]

LE SENS DE L'ÂGE
Avec Ludovic VIROT, Réalisateur d'un documentaire sur le grand âge « Le sens de l'âge » et Jacqueline PRUD'HOMME, Psychanalyste, Thérapeute de famille.
On parle beaucoup de la dépendance mais il faut savoir que seulement 15 % des plus de 80 ans sont dépendants. Il y a donc 85 % des plus de 80 ans qui sont autonomes, qui sont chez eux…
Regardé de loin et appréhendé de l'extérieur, le vieillissement effraie. Pourtant, en écoutant ceux qui la vive, le grand âge est porteur de nouvelles promesses.
[SAISON 5]

PRIORITÉ À LA PERSONNE
Avec Serge BIZOUERNE, Président de Domplus et Claude TARLET, Président de l'Union des Entreprises de Sécurité Privée (USP).
Donner la priorité à la personne, l'écouter, comprendre son besoin et y répondre est un véritable enjeu pour les entreprises. Cet enjeu permet, sur le plan social, d'offrir aux salariés à la fois des services complets mais aussi de qualité.
[SAISON 5]

L'ACTION SOCIALE DES RÉGIMES DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC- ARRCO
Avec Anne SAINT-LAURENT, Directrice de l'Action sociale AGIRC-ARRCO et Christiane ALAGEUSIAN, Retraitée et bénéficiaire de l'Action sociale AGIRC- ARRCO.
Les partenaires sociaux, patronats et syndicats, gestionnaire de la retraite complémentaire ont, dès l'origine des régimes, développé une action sociale fondée sur la notion de solidarité envers les personnes rencontrant les plus grandes difficultés. Cette action sociale s'adresse aux retraités mais aussi aux personnes en perte d'autonomie, aux personnes en situation de handicap, aux chômeurs et aux actifs.
[SAISON 5]

LE PARITARISME
Avec Bernard VIVIER, Directeur de l'Institut Supérieur du Travail (IST) et Véronique DESCACQ, Secrétaire nationale de la Confédération Française du Travail (CFDT).
Le paritarisme est un mode de fonctionnement des organismes chargés de la protection sociale des salariés qui permet de rechercher des accords entre les organisations patronales et les syndicats dans un souci de cohésion nationale.
[SAISON 5]

BLOC-NOTES

BLOC-NOTES

Coraline FONTENEAU
104-110 bd Haussmann
75008 Paris
Tel : 01 76 60 84 89
mail : coraline.fonteneau@ag2rlamondiale.fr
www.lesocialclub.tv

122012-16120 - STUDIO ALM